

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centime

SOMMAIRE

La situation du Parti français (*Amédée Dunois*). — Le Parti français devant l'Internationale (Discours de *Léon Trotsky*). — Pour devenir membre du Parti Communiste, il faut... (*L. Kaganovitch*). — Internationale communiste et Internationale syndicale rouge (Discours de *Zinoviev*).

A la mémoire de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. — Dictature et contre-révolution économique (*Victor Serge*). — Le Rail, la Houille, le Fer (*G. Fink*). — L'Organisation soviétique de la production (*V. Milioutine*). — Le Communisme dans l'Afrique du Nord.

LA SITUATION du PARTI FRANÇAIS ⁽¹⁾

L'INTERNATIONALE est-elle, en France, au terme de ses épreuves ?

Beaucoup qui n'en voulaient rien croire il n'y a pas huit jours encore, osent à présent l'espérer. Sans doute la « crise » continue ; mais elle perd sensiblement en virulence, et c'est tout de même un bon signe que la défection de Frossard, loin d'aggraver nos perturbations intérieures, n'aient pas soulevé chez nous l'émotion et le trouble sur lesquels comptaient nos ennemis.

La crise continue. Mais qui donc pouvait croire que les résolutions du 4^e Congrès Mondial concernant la question française, ne soulèveraient ici aucune objection, aucune dissidence ? Ce qui est beau, quand on connaît nos centristes (je ne parle pas des masses, mais des chefs), c'est que leurs réactions n'aient pas été plus vives. C'est aussi que, pour éclater, il leur ait fallu tant de temps.

La crise n'est pas née d'hier. Si l'on devait en faire l'historique, il faudrait remonter jusqu'au lendemain du 3^e Congrès Mondial. Une analyse plus serrée des origines nous obligerait même à remonter plus haut encore, jusqu'au Congrès de Tours ; elle nous ferait voir : d'une part, que les deux « tendances » qui, à Tours, s'étaient unies contre la droite ne se sont jamais fondues au point de perdre dans la fusion leurs caractères distinctifs ; d'autre

part, que les éléments du Comité de la III^e Internationale, c'est-à-dire de la Gauche, manquant eux-mêmes d'homogénéité, étaient condamnés à se dissocier rapidement.

C'est au Congrès de Marseille (fin décembre 1921) que la crise éclata. Trois faits la signalèrent : 1^o la non-réélection au nouveau Comité Directeur de Boris Souvarine, après une campagne acharnée, dirigée en apparence contre sa personne, mais en réalité contre les idées qu'il représentait avec force — les idées mêmes de l'Internationale ; 2^o l'entrée au Comité Directeur de quelques hommes qui n'avaient de communiste que le nom et qui, de gré ou de force, ont depuis, tous, abandonné nos rangs (Barabant, Verfeuil, Jules Blanc, Ferdinand Faure, Pioch, Brodel, etc.) ; 3^o la démission immédiate de quatre des élus du Comité Directeur qui voulurent protester, par ce geste, à la fois contre le système électoral utilisé, système favorisant les plus sales manœuvres politiciennes, contre la défaite de Souvarine et contre le scandaleux succès des gens de Droite.

La guerre fût dès lors dans le Parti, les tendances ressuscitèrent. D'un côté, la Gauche représentant, du moins dans ses meilleurs éléments, l'esprit même de l'Internationale (elle disait : *Internationale d'abord !*) ; de l'autre, les droitiers, les centristes, les extrême-gauchistes, les confusionnistes, tous ceux qui, plus ou moins ouvertement, opposaient le Parti à l'Internationale, comme s'il était possible d'opposer la fraction à l'ensemble, de diviser l'indivisible !

(1) Cet article, écrit pour la *Correspondance Internationale de Berlin*, avait été saisi par le policier Faralio au cours de la perquisition opérée dans les bureaux de l'*Humanité*.

On se battit principalement sur la question du front unique. Tandis que la Gauche acceptait, dès le premier jour, la tactique d'union prolétarienne proposée par l'Internationale, la Droite, le Centre et l'Extrême-gauche la repoussaient avec véhémence et tentaient d'en ridiculiser l'idée aux yeux des travailleurs. Le Comité exécutif, qui suivait avec une attention inquiète le déroulement du conflit, ne tarda pas à comprendre que, derrière cette opposition au front unique, se dissimulait chez la grande majorité de ses meneurs une opposition grandissante à l'Internationale elle-même. A deux reprises, il tâcha de résoudre à l'amiable une crise dont il redoutait les effets. Dès février, il convoqua à Moscou quelques représentants de la majorité pour discuter avec eux les questions d'organisation de tactique qui les séparaient de la Gauche. Les représentants de la majorité se rendirent à Moscou, y prirent l'engagement de se montrer disciplinés dans l'Internationale. Le malheur est qu'ils n'en firent rien, et la crise, loin de s'apaiser, redoubla de violence.

Des mesures immédiates s'imposaient. La première fut l'exclusion d'Henri Fabre ; la seconde, l'appel de Frossard à Moscou. Au cours d'une nouvelle session de l'Exécutif élargi tenue en juin, la question française fut traitée dans un débat d'ensemble qui aboutit à l'adoption d'une longue résolution à laquelle Frossard souscrivit. Elle contenait le mot d'ordre qui, s'il avait été exécuté, eût mis fin à nos déchirements intérieurs. Ce mot d'ordre, c'était l'union du Centre et de la Gauche *contre la Droite*.

A ce moment, il fut permis de croire que tout allait enfin rentrer dans l'ordre et que l'union du Centre et de la Gauche, pour le plus grand bien du Parti, allait se réaliser. Il n'en fut rien. Frossard, cerveau lucide, mais cœur immobile, intelligence précise, mais caractère fuyant, volonté molle, avait bien déclaré qu'il ne deviendrait pas un Serrati français. Mais qui peut faire fond sur ce que dit Frossard ? Trois mois ne s'étaient pas écoulés que, déjà, il ne songeait plus qu'à se dérober et à se reprendre. Un autre Serrati, Frossard ? Allons donc : un autre Levi ! De tous les chefs du Centre, sans aucun doute, le plus coupable, le grand coupable, c'est Frossard. Il a voulu, prémédité, fomenté l'échec du Congrès d'octobre, qui ne fut, par sa faute, ni organisé, ni dirigé, et qui abandonné à l'anarchie, après quatre jours de débats dans le vide et de scènes scandaleuses, aboutit en dernière instance à une éclatante rupture entre les deux tendances du Centre et de la Gauche.

Mais la rupture avec la Gauche, qu'était-ce pour le Centre, sinon la rupture éventuelle avec l'Internationale ?

Il y aurait beaucoup à dire sur ce triste épisode. Le jugement qu'ont porté sur lui, d'abord les délégués de l'Internationale, ensuite l'Internationale elle-même, facilite ma tâche.

C'est le Centre, le Centre seul, qui « porte la responsabilité de la rupture ». Il sortit du Congrès de Paris matériellement vainqueur, assumant à lui seul le gouvernement du Parti, mais moralement vaincu, parce que discrédité. Il s'en rendit tellement compte que — comme la Gauche de sa « défaite » — il fit appel de sa « victoire » devant le Congrès Mondial.

A vrai dire, nous étions, dans la Gauche, sans illusion aucune sur la sincérité de cet appel. Nous avions la claire certitude que, dans le Centre, les partisans d'une rupture avec l'Internationale étaient nombreux — surtout parmi les chefs — et que, pas plus qu'ils ne s'étaient inclinés, au Conseil National, devant l'arbitrage si modéré des délégués de l'Exécutif, ils ne s'inclineraient au Congrès Mondial, devant l'arbitrage suprême de l'Internationale.

La démission de plusieurs rédacteurs de l'*Humanité* et de quelques fonctionnaires du Parti a pu paraître alors fautive et regrettable à bien des camarades. Regrettable également, peut-être, la publication du *Bulletin Communiste International*. Les deux faits se justifiaient pourtant par l'imminence et la gravité du danger que l'infidélité des chefs centristes fit alors courir au Parti. Il fallait frapper fort, frapper vite, et c'est ce que la Gauche a fait, au risque de n'être pas comprise immédiatement des masses.

Six semaines s'écoulèrent. Tandis qu'à Moscou siégeait le Congrès Mondial, à Paris s'organisait la lutte contre le *scissionnisme* (car la rébellion contre l'Internationale, à quoi pouvait-elle aboutir sinon nécessairement à la scission ?) La Gauche dirigée par un Comité de sept membres se concertant presque chaque jour, multipliait les communications, les mises au point, les mises en garde, les manifestes et les appels ; elle faisait paraître bientôt un hebdomadaire de documentation et de combat, les *Cahiers Communistes* ; elle faisait voter un peu partout des ordres du jour de fidélité inconditionnée à l'Internationale. En face de cette activité publique de la Gauche, le Centre était inerte et comme inexistant !

Le Centre avait son plan. Le Centre, à ce moment, c'était Frossard, — Cachin, Ker et Renoult, se trouvant alors à Moscou ; Frossard avait son plan mûri de longue date. Il consistait, quelles que fussent les décisions du 4^e Congrès Mondial, à les faire repousser par le Comité directeur du Parti comme « dangereuses » et « inapplicables », et à faire, contre l'Internationale, appel à la résistance du Parti français. Frossard savait qu'en France on n'invoque pas en vain le sentiment nationa-

liste. La Gauche s'indignerait, protesterait, menacerait ? Qu'à cela ne tienne ! On réduirait la Gauche à l'impuissance, en la privant de tout moyen de propagande à l'intérieur du Parti, en l'expulsant s'il le fallait. Quant à « Moscou », on l'attendrait de pied ferme ! « Moscou » suspendrait la section française ? C'est bien ce que Frossard désirait : reprendre à tout prix sa liberté, puis, ayant un Parti à lui, un journal à lui, se sentant fort, préparer sa « rentrée » dans l'Internationale, aux conditions non de celle-ci, mais de Frossard... Oui, Frossard avait fait ce rêve fantastique d'imposer, tôt ou tard, ses conditions à l'Internationale ! La chose était connue depuis longtemps des familiers du rusé secrétaire du Parti.

Les intrigues les mieux agencées ne réussissent pas toujours. Celle de Frossard devait échouer complètement. L'adhésion de la C.G.T.U. à l'Internationale Rouge fut pour notre homme une lourde déconvenue (*l'Humanité* ne consacra que quelques lignes, perdues en 3^e page, à ce grand événement ouvrier). L'extrême modération des décisions du 4^e Congrès Mondial déconcerta également nos conjurés, qui s'attendaient, sans nul doute, à moins de ménagements. Frossard écrivit alors un article étrange, inquiétant, qui montrait le secrétaire du Parti réservant, pour l'avenir, toute sa liberté d'attitude, maintenant son « droit » de dire *oui* ou *non*, de s'incliner ou de s'insurger devant une sentence qu'il avait lui-même sollicitée. A *l'Humanité* et au Parti, la campagne scissionniste continuait de plus belle. Pendant toute une semaine (9-16 décembre), on fut à la limite même de la rupture.

Et pourtant on ne rompit pas. A la dernière minute, Frossard se ravisa et se soumit. Il n'avait pas seulement contre lui toute la Gauche, mais les masses du Centre elles-mêmes, très attachées à l'Internationale et à la Révolution russe. L'opposition vigoureuse de Louis Sellier, de Cachin, de Ker, de Renoult, tous chefs centristes, acheva d'autre part de ruiner son intrigue. Au Comité directeur, le 16 décembre, Frossard signa, le premier, l'ordre du jour présenté par Sellier, comportant soumission totale aux décisions du 4^e Congrès ; l'unité du Congrès était sauvée. Le danger de rupture s'évanouissait soudain.

Il ne restait plus qu'à passer à l'exécution des résolutions adoptées. Tandis que Frossard s'appropriait à rejoindre, à Moscou, son poste de délégué à l'Exécutif, le Comité directeur ordonnait l'application immédiate des clauses relatives à la sortie des communistes de la Franc-Maçonnerie et de la Ligue des Droits de l'Homme. A *l'Humanité*, les rédacteurs démissionnaires étaient réintégrés. Mais ces réin-

tégrations nécessitaient des éliminations compensatoires, qui furent opérées sur les indications d'une commission spéciale réunie à cet effet. La commission élimina en première ligne ceux des rédacteurs du journal qui s'étaient le plus compromis dans l'aventure scissionniste. Les congédiés se répandirent naturellement en récriminations assourdissantes qui trouvèrent dans la presse bourgeoise et réformatrice un complaisant écho. Ils firent plus : ils se livrèrent auprès de Frossard — leur complice, leur chef de file de la veille — à de telles menaces, que celui-ci ne crut pouvoir y échapper qu'en démissionnant du Parti. « Renard se trouvait pris ». Mais renard n'est pas mort, et nous le retrouverons.

Les choses en sont là. Les « résistants » ont fondé un Comité dit « de défense communiste » qui s'efforce à grouper toutes les oppositions, toutes les défaillances, toutes les rancunes, toutes les fourberies politiciennes et avocassières. Dans quelques jours, le Comité de défense communiste possèdera son journal *l'Égalité*, organe d'un soi-disant Parti unitaire communiste (P.U.C.) qui reste toutefois à fonder. Nous n'avons rien à craindre, ni du journal, ni du Parti, et considérons sans émoi cette agitation impuissante d'hommes dont le crédit est mort.

Le Comité directeur qu'inspire Louis Sellier a réprimé énergiquement ces louches menées. Il a exclu du Parti les plus compromis parmi les meneurs ; il a sommé les autres de se désolidariser immédiatement d'avec eux. Au même moment, la persécution gouvernementale s'abattait sur le Parti Communiste et sur la C.G.T.U. : une dizaine de militants étaient jetés en prison ; *l'Humanité* était perquisitionnée. Ces mesures arbitraires, prévues depuis longtemps, n'importe quel ouvrier vous dira que c'est pour y soustraire leurs précieuses personnes que les Frossard, les Pioch et les Torrès ont abandonné le Parti. Prudence est mère de sûreté !

Notre Conseil national a lieu dimanche. Si les résistants osent y paraître, ils y seront reçus avec les égards qu'ils méritent. Frossard, dans sa désertion, a pu entraîner avec lui la petite Fédération de Belfort, dont il connaît individuellement tous les membres ; il n'a pu entraîner qu'elle. Le Conseil national achèvera la déroute des ennemis de l'Internationale, qui s'étaient faufilés dans les rangs du Parti ; il épurera celui-ci des éléments malsains ou malhonnêtes qui le détournent de lui-même ; il complètera ce qui n'avait été que commencé à Tours ; il réparera les fautes et les erreurs de Marseille ; il effacera les dernières traces du Congrès de Paris.

Amédée DUNOIS.

Le Parti Français devant l'Internationale

Discours prononcé par Léon TROTSKY, au IV^e Congrès Mondial

TROTSKY. — Nous avons maintenant à l'ordre du jour une question extrêmement importante et bien difficile : la question de notre Parti français.

La Crise du Parti Français

Le Parti Communiste français passe par une crise bien aggravée. Et cette crise du Parti coïncide étrangement avec la crise de la bourgeoisie française et de son Etat.

J'ai dit *étrangement*, parce que, règle générale, ce sont précisément les crises des organismes bourgeois qui créent une situation favorable pour le développement d'un Parti révolutionnaire. C'est le Parti révolutionnaire qui se nourrit d'ordinaire de la crise de la société bourgeoise.

Or, la coïncidence de ces deux crises me permet de dire, de conclure que le Parti français n'a pas encore obtenu pour son organisation, pour son action, cette autonomie, cette liberté absolue envers la société capitaliste, nécessaire pour profiter librement, largement, de la crise de cette dernière. Nous le verrons plus loin d'une manière plus détaillée, plus approfondie.

Mais en quoi consiste cette crise dont l'existence n'est niée par personne ?

On indique l'arrêt et même le recul du recrutement. Le tirage de nos journaux, de nos publications et en particulier de l'*Humanité*, fléchit. La vie intérieure des organisations est somnolente.

Voilà les signes les plus frappants en même temps que les plus évidents et les plus indiscutables.

Il y en a d'autres. C'est le régime des fractions qui s'est installé dans le Parti. La lutte des fractions, les polémiques acerbes et parfois personnelles, voilà encore des expressions différentes, indiscutables d'une crise profonde dans l'organisme du Parti.

Ces démonstrations extérieures ne sont pas de même valeur pour le développement de notre Parti français.

Le recul de notre recrutement n'est pas un grand danger, si ce recul n'est que passager et s'il n'est autre chose que l'expression du fait que notre Parti a entraîné, dans une première époque, des éléments qui ne nous appartiennent pas par leur mentalité et leur point de vue et qu'il les élimine en augmentant, en stabilisant son unité, sa fermeté communistes. Même la diminution du tirage de la presse n'est pas un danger. C'est peut-être un événement passager et déterminé par le changement dans la situation politique.

Ce qui est un fait indiscutable, c'est que nous avons vu, dans l'histoire de nos différents Partis, que leur ligne de développement n'est pas tout à fait directe, qu'il y a le flux et le reflux inévitables, que pendant le flux, le Parti doit développer une grande action extérieure en entraînant les

masses, tandis que, pendant le reflux, le Parti peut se concentrer, se replier sur lui-même en développant son organisation, en précisant ses idées, en se préparant pour les batailles inévitables.

Le Régime des Fractions

Ce qui est plus significatif, c'est le régime des fractions et leur lutte.

D'où viennent ces fractions ? Qui porte la responsabilité de ce régime ?

On peut donner une réponse qui est plutôt une réponse descriptive, celle qu'on trouve assez souvent dans la presse de notre Parti français. Je citerai un camarade qui vous est bien connu, le camarade Frossard, qui a écrit, dans l'*Humanité* du 16 juillet, un article intitulé : « Ça ne finira donc jamais ! » J'en détache les phrases suivantes : « Quels échappés de Byzance nous sommes ! quels coupeurs de cheveux en quatre ! quels pauvres discutailleurs ! Et comme il faut plaindre les véritables héros qui nous lisent ! »

Voilà un tableau bien sombre. Mais, dans ces phrases, nous ne trouvons qu'une description extérieure de la situation dans le Parti. Pourquoi sommes-nous des échappés de Byzance, de pauvres discutailleurs, des coupeurs de cheveux en quatre ?... Quelle en est la raison ? Voilà une question qui exige une réponse. On pose aussi parfois la question de savoir de quel côté sont venues les polémiques, les polémiques générales et les polémiques personnelles.

Les camarades qui appartiennent à la même tendance que notre camarade Frossard indiquent souvent la Gauche comme la promotrice de ces polémiques, en même temps que la promotrice du régime des fractions. Mais ce régime des fractions est dénoncé bien souvent par des camarades qui appartiennent eux-mêmes aux fractions et qui considèrent ce régime comme tout à fait artificiel, nullement basé sur les idées et ne correspondant ni aux aptitudes ni aux buts politiques. Je me permettrai de lire un article de Daniel Renouit, paru au mois de septembre dans l'*Humanité* : « Comme l'a dit mon ami Duret, à qui, sur ce point, on n'a jamais rien répondu, c'est seulement dans et par l'action qu'une classification sérieuse et juste peut être établie ».

On voit donc, d'une part, les fractions se livrer mutuellement une lutte acharnée et, d'autre part, les représentants de deux fractions affirmer que ces groupements ne sont qu'artificiellement constitués et que c'est seulement par l'action, c'est-à-dire par l'action future, qu'on pourrait établir la classification juste des tendances dans le Parti. Je ne crois pas que cette analyse soit juste.

D'abord, on devrait se demander comment il se fait que des camarades qui nient la forme idéologique et politique de ces fractions appartiennent

à l'une des trois fractions les plus importantes du Parti.

Ensuite, il faut se demander si l'argument donné : d'attendre de l'action qu'elle vienne nous grouper dans un cadre tout à fait juste, est valable ?

S'il s'agit de l'action révolutionnaire, c'est-à-dire de la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, alors nous avons eu tort de nous séparer des dissidents, parce que ces derniers affirment que c'était une scission dictée par une volonté extérieure et non par les besoins intérieurs du Parti.

Mais toute la vie du Parti doit être la série des actions qui forment une chaîne et cette chaîne doit mener à l'action la plus grande : la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Or, si l'on dit que les groupements qui se sont formés ne sont pas définitifs, nous sommes d'accord, et je crois que nous ne discuterons pas la justesse d'une pareille affirmation.

Je crois qu'il y aura toujours une classification par tendances et qu'au moment de l'action révolutionnaire définitive, la grande majorité des membres de toutes les fractions se retrouveront groupés sur la même base : c'est juste. Mais prétendre que les tendances qui existent maintenant et se combattent ne sont qu'une division artificielle, c'est vraiment être injuste pour le Parti français, qui est constitué en tendances et qui n'existe pas en dehors des tendances ; il doit donc y avoir une raison importante de leur existence et de leurs luttes.

Le groupement, dit-on, ne peut se produire que par l'action. Mais c'est par l'action que l'Internationale a essayé pendant un an et demi d'aboutir à un regroupement dans le Parti français et, pour cette action, l'Internationale a proposé deux voies qui mènent au même but. C'est l'action dans les syndicats et l'action par les syndicats, et c'est l'action par le front unique.

Or, pour mener une action, il faut en avoir l'idée plus ou moins précise et avoir le consentement de la majorité du Parti. Quand on a proposé le regroupement du Parti par l'action, il y a toujours eu des obstacles immédiats à cette action. On n'a pas voulu admettre l'action méthodique et organisée du Parti dans les organisations les plus importantes et les plus vastes — quoique bien amoindries — de la France, non plus que l'action par le mot d'ordre du front unique.

C'est une vérité devenue banale qu'on ne peut pas, dans un pays où l'on ne possède pas au moins la confiance de l'écrasante majorité de la classe ouvrière, où le prolétariat est divisé syndicalement et politiquement en différentes fractions, où les membres de ces fractions ne constituent dans les syndicats, comme dans le Parti, qu'une minime partie de la classe ouvrière, développer l'action autrement que par le mot d'ordre du front unique, autrement que par une action commune. Et si on rejette cette possibilité d'action, qui n'est pas une invention de l'esprit, mais qui est une nécessité de l'action, on rejette l'action elle-même.

Et si l'on se plaint ensuite d'être classé en tendances, on ne fait qu'accumuler des contradictions inadmissibles.

Vous savez, camarades, que pendant cette dernière année, il y a eu, entre l'Internationale et le Parti français, — c'est-à-dire la majorité représentée dans cette question par les deux tendances, la tendance du centre et la tendance Renoult — une lutte — je dois employer cette expression — permanente.

On a voulu faire comprendre à notre Parti fran-

çais la nécessité du front unique et, hier, le camarade Zinoviev, dans la commission que vous avez nommée pour la question française, rappelait cet argument dont on s'est servi en France contre l'Internationale sur cette question importante, à savoir que c'était l'Internationale qui imposait au Parti français, sous la forme de l'unité de front, le retour à la collaboration de classes et au millerandisme. Voilà jusqu'à quelle extrémité sont allés les malentendus sur une question qui était en même temps un moyen puissant pour développer une action dans le Parti français.

Maintenant, c'est la presse bourgeoise française qui s'empare de cet argument, et c'est le châtiement pour les fautes commises dans la polémique. C'est le châtiement de voir l'ennemi s'emparer des formules fausses, les préciser et les lancer sur le marché politique. Voici ce qu'on a pu lire dans le *Temps* :

« Encore n'est-il pas dit que cette humiliante docilité suffira à apaiser le courroux de Moscou, car ne pratique pas qui veut dans son esprit et dans sa lettre la politique de l'Internationale, qui varie à l'infini, suivant les intérêts du moment du Gouvernement des Soviets, et suivant les circonstances auxquelles les chefs de ce gouvernement doivent faire face pour essayer de dissimuler dans la mesure du possible la faillite du communisme intégral. »

C'est une formule qu'ils n'ont pas inventée. Ils l'ont empruntée à quelque représentant des tendances de notre Parti, ils l'ont précisée et lancée contre le Parti tout entier.

Il y a quelques jours, Frossard, qui a lutté aussi contre le front unique, s'est adressé aux réformistes pour proposer une action selon les principes du front unique.

Dans la réponse des dissidents, on retrouve toute la terminologie que nous connaissons bien, que nous avons lue déjà dans la presse de notre Parti et qui est devenue l'instrument de nos ennemis.

Mais, ce qui est pire encore, c'est d'avoir attendu pendant plus d'une année et d'avoir laissé les dissidents eux-mêmes s'emparer de l'idée du front unique ; et ce n'est pas le Parti français qui paraît être, devant le prolétariat, le promoteur de cette formule, mais ce sont déjà les dissidents qui nous font la concurrence sur ce terrain. Il suffit de lire, dans le *Populaire*, les articles sur le rétablissement de l'unité syndicale.

Donc le régime des fractions n'est pas artificiel et occasionnel, créé sous l'influence de volontés extérieures : il se base sur des tendances qui sont le produit de l'action — ou du manque d'action — qui n'est pas occasionnel non plus dans le Parti français.

Quant à la politique, si on demande à qui en incombe la responsabilité, je répondrai que ce n'est pas à la Gauche, mais peut-être, malheureusement, à l'Internationale elle-même. On n'a pas pu réaliser l'action parce qu'on n'a pas voulu accentuer les prémisses de cette action. Il est nécessaire, par la polémique, d'enlever les obstacles idéologiques à l'action. Voilà pourquoi l'Internationale elle-même a pris l'initiative des polémiques.

Il y a un an et demi

Pour vérifier moi-même la ligne que nous avons suivie pendant ces deux dernières années envers le Parti français, j'ai fait rechercher un discours que j'ai prononcé au mois de juin 1921, à la réunion de l'Exécutif Elargi, sur la question française : il y a donc un an et demi.

Je dois avouer que j'ai été frappé par le fait

que nous piétinons toujours sur la même place. Je ne rappellerai que quelques passages de ce discours :

On ne voit pas cet abîme qui doit être creusé par notre presse, par nos discours, entre le Parti Communiste et toute la société bourgeoise. On ne le voit pas. Il faut maintenant que les ouvriers viennent vous dire : « Mais qu'est-ce que vous faites là-bas ? Mais pourquoi ne parlez-vous pas le langage communiste ? Ce sont chez vous des ombres très vagues, à peine plus colorées que les ombres longuetistes, mais les mêmes au fond. J'ajoute : « Il faut connaître et apprécier ce fait encore : l'attitude du Parti à l'égard des syndicalistes est tout à fait fausse... »

Et puis :

Il faut donc dire amicalement, mais énergiquement au Parti Communiste français : nous ne vous demandons pas d'entreprendre des actions révolutionnaires sans vous rendre compte si la situation est favorable pour cela ou non. Mais ce que nous vous demandons c'est de rompre, non seulement formellement, mais en fait, par vos idées, par vos sentiments, par votre attitude totale, de rompre définitivement avec vos anciennes attitudes, vos anciennes relations, vos rapports d'autofais avec la société capitaliste et ses institutions.

Ces paroles ne paraissent-elles pas avoir été prononcées ces jours-ci, au moment de la discussion sur la franc-maçonnerie ?

Et puis encore :

Ce que nous demandons, c'est que votre volonté révolutionnaire trouve son expression dans votre presse, au Parlement, dans les syndicats, partout et finisse par trouver son expression suprême sur les barricades de Paris.

Voilà comment nous avons présenté la question à l'Exécutif. Ma voix n'était qu'une voix de l'Exécutif, qui était tout à fait unanime sur ce terrain ; il y a de cela un an et demi. Nous avons lutté contre l'esprit de conservatisme que représentait le passé — pour l'esprit révolutionnaire qui était celui de l'avenir. Or, je ne puis pas dire que nous n'avons guère réussi. Quelque chose a changé dans le Parti. La crise présente, certes, bien pénible, a porté un coup mortel au conservatisme du Parti.

Les Causes de la Crise

Naturellement, si le Parti ne trouve pas ses forces nécessaires pour vaincre cette crise, elle peut provoquer un recul dans toute l'évolution révolutionnaire du prolétariat français. Mais il n'y a pas de raisons pour apprécier d'une manière pessimiste les possibilités qui s'ouvrent devant le Parti français. Je le répète : le fait de la crise est le résultat, d'un côté des polémiques et, de l'autre, de la lutte de la part de l'Internationale, de cette lutte que l'on soutenait contre le conservatisme, et la gravité de cette crise, son caractère pénible, proviennent de ce que le conservatisme demeure très fort, trop fort.

Nous avons entraîné avec nous, à Tours, beaucoup d'attitudes, de mœurs qui ne veulent pas céder leur place aux mœurs et aux attitudes de l'action communiste. Voilà pourquoi s'est créé le régime des fractions qui n'est autre chose que la lutte de l'avenir contre le passé ou la tendance intermédiaire qui cherche à s'orienter.

On a souvent indiqué que beaucoup de facteurs extérieurs du Parti lui-même empêchent l'évolution plus rapide de ce Parti, on a indiqué la tradition française et l'individualisme de l'ouvrier français. Or, un Parti qui veut devenir un Parti de lutte ne doit pas seulement se placer au point de vue d'un historien qui se met au-dessus de la mêlée intérieure du Parti et ne fait qu'indiquer les causes qui en empêchent l'évolution vers l'avenir.

J'emprunterai à notre camarade Vaillant-Coutu-

rier un argument excellent. Il a dit : « Vous prétendez avoir affaire à des ouvriers tout à fait pénétrés de l'individualisme qui empêche l'organisation d'un Parti révolutionnaire. Mais, pendant la guerre, est-ce que la société capitaliste s'arrêta devant l'individualisme français ? Est-ce que les social-patriotes ont trouvé un obstacle dans cet individualisme ? Non. Mais, par la force de la police et de l'armée active, par la force surtout de l'opinion publique, ils ont fait une pression croissante sur le prétendu individualisme de l'ouvrier français et ont introduit celui-ci dans les tranchées où il est resté pendant quatre années et demie.

« On a su comment on pouvait vaincre cet individualisme, quand il s'est agi des intérêts bourgeois. Est-ce que, vraiment, cet individualisme nous paraît tout à fait invincible quand il s'agit de le vaincre au profit des intérêts du prolétariat lui-même ? »

C'est là un argument qu'il faut repousser. Il est vrai que, dans chaque ouvrier — et surtout grâce à l'histoire française — il y a un côté individualiste bien développé, peut-être plus que chez les autres ouvriers. Mais il y a aussi un côté généreux. Il faut savoir lui faire appel en lui ouvrant les perspectives d'une action où il peut vraiment donner tout son dévouement, toute son abnégation et vous verrez qu'il saura sacrifier, non seulement ses intérêts matériels, mais sa vie quand la lutte le demandera.

Mais il faut pouvoir le faire. Et quand j'entends un communiste dire : il n'y a rien à faire, les ouvriers sont tellement individualistes ! Je dis que cette explication ne peut que créer la défiance envers le Parti ou une certaine tendance et démontrer leur impuissance.

La Question Syndicale

Nous avons beaucoup parlé de cette question syndicale au cours de ce Congrès et nous avons rencontré les mêmes obstacles — dont on voit le reflet dans les procès-verbaux du Congrès de Paris — auprès de la tendance du Centre et de la tendance Renoult.

Je vous citerai quelques expressions de notre camarade Jacob qui fait partie de la délégation syndicale. Son discours au Congrès de Paris est extrêmement caractéristique et important, et je le dis, en toute amitié, tout à fait faux et dangereusement faux.

Le camarade Jacob est membre du Parti et en même temps membre qualifié de l'organisation syndicale. Voilà comment il dicte au Parti son rôle dans le mouvement ouvrier :

Le Parti ne doit pas gêner l'action des syndicats et certains passages de la résolution du Comité Directeur ne peuvent qu'entraver cette action.

Manouïlski est mal renseigné sur la grève du Havre : Frossard et Lepez ont dit que le communiste n'a pas fait son devoir dans la grève. Mais nous disons que le Parti n'avait rien à y faire...

Voilà un état d'esprit extrêmement dangereux. On pourrait dire que ce n'était peut-être qu'une exagération de tempérament. Peut-être ! Mais elle reste extrêmement caractéristique pour la mentalité de notre Parti. Ce sont des membres du Parti — pas des syndicalistes amicaux, comme Monmousseau d'un côté, Monatte de l'autre — ce sont des membres du Parti qui lui disent : « Tu n'as rien à faire dans un événement comme la grève du Havre ».

Les Syndicats et le Parti

Vous savez que dans la grève du Havre, c'est le maire du Havre, Meyer, politicien radical bourgeois, c'est le député Siegfried, mort depuis, qui

sont intervenus ; ce sont les fusils de M. Poincaré qui sont intervenus aussi et cela, c'est de la politique. Il n'y a qu'un seul Parti qui ne soit pas intervenu, en tant que Parti, dans cette grève. Certes, le Parti a fait beaucoup de choses pour les grévistes : il a recueilli de fortes sommes d'argent par souscriptions quotidiennes, on a écrit beaucoup d'articles, mais comme l'organisation qui peut donner des conseils, se présenter, sans contrecarrer l'action du syndicat, montrer sa figure politique aux ouvriers et dire : nous sommes ici pour vous aider, qu'est-ce que vous exigez de nous ? nous sommes prêts à le faire ! — le Parti n'a rien à faire dans la grève du Havre.

Il y avait des syndicalistes locaux qui disaient — je l'ai appris de camarades qui sont ici : — Ne venez pas nous compromettre devant le gouvernement qui dira : vous faites la grève communiste, peut-être même indiquée par Moscou.

Alors, le Parti s'esquiva.

Je comprends qu'il peut y avoir des conditions où le Parti fait des concessions à l'esprit même le plus arriéré de la masse ou de ses représentants locaux, pendant la grève. Mais alors, on aurait dû écrire dans l'*Humanité* : nous avons présenté nos services aux leaders de la grève du Havre : ils nous ont répondu : nous avons des relations avec Meyer, avec Siegfried : n'allez pas nous compromettre ! Alors, nous n'intervenons pas, mais nous leur disons : prenez garde ! cassez-les ! Vous avez affaire à des politiciens bourgeois, ils vous trahiront. Il n'y a qu'un seul Parti qui sera avec vous au moment de la grande lutte : c'est le Parti Communiste.

Et si vous aviez dit ces paroles dès la première journée de la grève du Havre ou pendant son développement, après les événements tragiques du 28 août et les massacres, votre autorité aurait été beaucoup plus grande, car c'est vous qui auriez prévu l'évolution des événements.

Non. Nous nous sommes inclinés. Le camarade Frossard a dit : le Parti n'a rien pu faire dans ce domaine et voilà un communiste qui travaille dans les syndicats et qui dit : le Parti n'a rien à y faire.

C'est une situation bien triste et bien dangereuse, parce que, partant de là, il n'y a qu'un pas pour rejoindre notre camarade Ernest Lafont qui, dans le discours qu'il a prononcé au Congrès de Paris, s'est inspiré du « lagardellisme » ; ce n'est pas du syndicalisme, c'est une mixture de quelques déchets idéologiques du syndicalisme, avec de la politiciannerie. Et Ernest Lafont dit : les syndicats, c'est une chose secondaire et je suis créé pour cette chose secondaire.

Lagardelle était un grand philosophe : il est maintenant l'employé d'organisations capitalistes. On continue l'action tout à fait opportuniste, réformiste et non révolutionnaire, dans le Parti, en se basant sur cette philosophie d'après laquelle la révolution doit être faite en dehors du Parti et Ernest Lafont trouve une formule tout à fait heureuse, il dit : Qu'est-ce que nous avons, nous avocats, à nous mêler des affaires des syndicats ? »

Et le camarade Jacob, qui n'est ni avocat, ni lagardelliste, mais qui est un bon communiste et un bon ouvrier syndicaliste, dit : Oui, le Parti n'a rien à y faire.

Cette coïncidence est extrêmement dangereuse.

Je la retrouve un peu dans la déclaration signée par Monatte — mon ami — et par les camarades Louzon, Chambelland et d'autres.

On peut comprendre Monatte — qui n'est pas membre du Parti — quand il dit : « Nous sommes des syndicalistes-révolutionnaires, c'est-à-dire que

nous attribuons au syndicat le rôle essentiel dans la lutte révolutionnaire pour l'émancipation du prolétariat ».

C'est une déclaration toute récente parue après le Congrès de Paris, dans la *Lutte de classe*, dirigée par le camarade Rosmer, avec une note de la rédaction.

Je comprends des affirmations pareilles de la part de Monatte qui est en dehors du Parti — mais qui a tort de rester en dehors du Parti — mais je ne comprends guère Louzon, ni Chambelland, ni Clavel et S. Orlianges qui appartiennent au Parti et sont membres en même temps de la commission exécutive de la C.G.T.U.

Qu'est-ce que cela veut dire : « Nous attribuons un rôle essentiel au syndicat dans la lutte révolutionnaire pour l'émancipation... » ? Quel syndicat ? Nous connaissons en France des syndicats différents. S'agit-il du syndicat des jouhauteurs ? Evidemment non. Du syndicat de notre camarade Monmousseau ? Peut-être. Mais vous voulez aboutir à une unification, à une fusion de ces deux syndicats. Nous avons aujourd'hui Monmousseau comme secrétaire général de la C.G.T.U. mais nous avions hier une commission administrative de cette C.G.T.U. entre les mains des auteurs du pacte : les Besnard, les Verdier, etc...

Est-ce sous leur conduite que le prolétariat peut aller vers la révolution et la faire ? Est-ce que vous croyez sérieusement que c'est au syndicat que revient le rôle dirigeant de la classe ouvrière ? Est-ce que vous croyez que le syndicat conduit par les réformistes, les confusionnistes, les communistes qui ni veulent pas se soumettre à la discipline et à la doctrine de leur Parti, soit la première organisation ouvrière du monde, ou un syndicat inspiré par les idées communistes que nous représentons. Vous vous servez d'une formule du syndicalisme après l'avoir vidée de son contenu révolutionnaire et idéologique et vous dites : le syndicat, c'est la première chose du monde !

Naturellement, s'il s'agit d'un syndicat guidé par les meilleurs éléments de la classe ouvrière, tout à fait organisés et conscients, et qui s'inspirent de la doctrine qui représente les intérêts de la lutte révolutionnaire, alors, ce syndicat est excellent. Mais il n'existe pas, surtout en France. Il faut le créer. Par quels procédés ? Par une collaboration entre les camarades qui n'appartiennent pas au Parti et ceux qui y sont, et organiser l'élite de la classe ouvrière, lui inculquer les idées communistes et en faire pénétrer l'esprit dans toutes les organisations ouvrières.

Vous laissez entrer dans les syndicats les ouvriers qui sont en dehors du Parti et qui ne sont pas des révolutionnaires, qui possèdent les préjugés les plus arriérés : les ouvriers catholiques, par exemple. Vous êtes obligés de le faire, parce que si le syndicat n'avait dans son sein que des communistes, des syndicalistes qui ne sont pas encore au Parti, à cause de quelques préjugés, si le syndicat n'avait que ces éléments, il n'aurait aucune valeur parce qu'il serait une répétition du Parti.

Mais ce ne serait pas pire, parce que le Parti est plus homogène, ou du moins doit l'être, que les syndicats qui comprennent des communistes qui ne se soumettent pas à la discipline de leur Parti et des syndicalistes qui n'ont aucun Parti et ont la crainte du Parti, en même temps qu'ils ont besoin d'analyser leurs idées, leurs méthodes, et qu'ils n'ont aucun Parti politique pour le faire.

Si les syndicats n'étaient que cela, ce serait la pire édition d'un Parti politique.

L'importance du syndicat consiste en ce que sa

majorité est ou doit être composée d'éléments qui ne sont pas encore soumis à l'influence d'un Parti ; mais il est évident qu'il y a dans les syndicats des couches différentes : les couches tout à fait conscientes et les couches conscientes, mais avec un reste de préjugés, les couches qui cherchent encore à former leur conscience révolutionnaire.

Alors, qui doit prendre la direction ?

Nous ne devons pas oublier le rôle du Pacte. Il doit être un exemple pour chaque ouvrier français, même le plus arriéré, le plus simple. Il faut expliquer ce fait que par la défaillance du Parti dans le domaine syndical, ce sont quelques éléments anarchisants ou anarchistes qui ont créé un « pacte » secret pour prendre la direction du mouvement. Les syndicats créent une élite qui a besoin d'une direction d'idées ; ces idées ne sont pas spontanées, elles ne tombent pas du ciel ; il faut avoir dans ces idées une continuité ; et il faut les justifier, les vérifier par l'expérience, les analyser, les critiquer et ce travail doit s'opérer dans le Parti.

Aujourd'hui, la grande objection que l'on nous oppose, c'est la subordination des syndicats au Parti.

Oui, nous voulons subordonner la conscience de la classe ouvrière aux idées révolutionnaires. C'est notre prétention. C'est tout à fait stupide de dire que nous pouvons agir par des pressions du dehors, par des pressions qui ne seraient pas basées sur la volonté libre des ouvriers eux-mêmes ou que le Parti possède des moyens de pression qu'il peut employer à l'égard des syndicats qui sont numériquement plus forts que lui, au moins qui doivent l'être. C'est la réaction de tous les pays qui a toujours répété que le Parti et les syndicats veulent soumettre la classe ouvrière à leur volonté.

Prenons la presse la plus réactionnaire et la plus perfide, en France, en Allemagne, partout, en Amérique aussi. Ce sont toujours les mêmes affirmations. Ce sont les organisations ouvrières qui s'emparent, contre le gré de la classe ouvrière, de ses actions, qui s'imposent et qui aboutissent, par leurs manœuvres à la soumission de la classe ouvrière aux syndicats.

Et que répondez-vous ? Vous dites. Non, nous présentons nos services à la classe ouvrière, nous gagnons la confiance des syndicats. La partie avancée de la classe ouvrière entre dans les syndicats ; la grande masse soutient les syndicats dans la lutte et pénètre dans les syndicats successivement.

N'est-ce pas la même chose avec le Parti ? Nous voulons gagner la confiance des syndiqués. N'est-ce pas notre droit, notre devoir de nous présenter dans chaque action et surtout dans les actions difficiles, comme les éléments les plus courageux de l'action pour l'animer, l'encourager, occuper les postes les plus difficiles, qui comportent les plus grands risques, pour démontrer que les communistes sont toujours et partout les éléments les plus fidèles de la lutte révolutionnaire.

N'est-ce pas notre devoir et notre droit ?

Lisez, sur ce sujet, l'article du camarade Soutif, dans le dernier ou l'avant-dernier numéro du *Bulletin Communiste*, par conséquent après le Congrès de Paris. On a une certaine manière, en France, de critiquer l'Internationale : on s'incline devant l'Internationale et on donne un bon coup à la gauche, surtout dans une question où la gauche représente d'une manière fidèle les idées de l'Internationale. Soutif dit : « Cette résolution — c'était la résolution que je trouve excellente de Rosmer — cette résolution proclame que

le Parti Communiste « croit exprimer le mieux les aspirations de la classe ouvrière et être le plus capable d'assurer sa libération ». La majorité du Comité Directeur rejeta naturellement cette motion ».

Le Comité Directeur d'un Parti qui prétend le mieux servir la classe ouvrière doit « évidemment » rejeter une pareille affirmation. Et ceci est écrit dans l'organe de notre Parti, par un membre du Comité Directeur qui dénonce la gauche pour avoir commis cette grande faute de prétendre que notre Parti est capable de servir le mieux la classe ouvrière.

On ne comprend rien à cela. Si nous nous laissons dénoncer de cette manière, dans nos organes, par les membres de notre Comité Directeur, est-ce que nous pouvons gagner la confiance de la classe ouvrière ? Peut-on tolérer cela pendant des semaines ? Un Parti vivant qui veut gagner la confiance de la classe ouvrière devrait tout de suite apprendre l'A. B. C. du communisme à l'auteur de cet article.

Ce n'est pas le premier. C'est l'un d'une très grande série que nous avons dénoncée dans des lettres, dans des pourparlers, dans des télégrammes.

Les leçons de la grève du Havre

Les conséquences, c'est la grève du Havre, et surtout la grève générale de protestation vers la fin de la grève du Havre, après les massacres du 28 août.

Vous connaissez tous ces événements. La grève du Havre a duré 110 jours. Elle a fini par un massacre. On a tué 4 ouvriers ; on en a blessé plusieurs. Or, je vais vous montrer quelques documents qui resteront dans l'histoire du mouvement ouvrier français ; ce sont des coupures de l'*Humanité*. C'est l'appel de la C.G.T.U. et de l'Union des syndicats de la Seine. Cet appel a paru dans l'*Humanité* du lundi ; on y annonce à la classe ouvrière l'assassinat du Havre, puis, il y a un appendice : mardi, grève générale de 24 heures, c'est-à-dire pour le lendemain et l'on ajoute : « le Bâtiment décide « en attendant » la grève générale pour aujourd'hui ». Pour le lundi, déjà !

Le Parti n'avait rien à faire, comme dit notre camarade Jacob, dans la grève du Havre. C'était une question économique : On a, économiquement, tué quatre ouvriers et on en a blessé plusieurs ; question purement syndicale. Alors, il y a des organismes économiques pour s'occuper de cette affaire : c'est d'abord le Bâtiment « en attendant », c'est-à-dire en n'attendant pas, en sabotant l'action. Il se lance dans une grève qu'il proclame « la grève générale ».

Que fait la C.G.T.U. ? Elle s'incline devant le Bâtiment. Pourquoi ? Parce qu'elle ne peut pas céder la place aux anarchistes qui prétendent être plus révolutionnaires que les autres et diront : nous avons proclamé la grève générale et les syndicalistes, les mi-communistes de la C.G.T.U. ont saboté notre grande action — qui n'était pas une action, mais seulement un mot d'ordre jeté à ce moment-là.

On s'incline devant la grande faute et que fait le Parti ? Il s'incline devant la C.G.T.U. C'est l'enchaînement des fautes. Qui commence ? Ce sont quelques jeunes anarchistes qui ne sont peut-être pas si coupables que cela ! Ils sont allés au siège de leur organisation et ont dit : il faut faire quelque chose. Et ils ont trouvé là un camarade qui a répondu : mais oui, il faut faire, quelque chose ; on va proclamer la grève générale.

Et la C.G.T.U. s'incline ; le Parti s'incline. Le

Parti, qui n'a pas grand'chose à faire dans la grève du Havre, qui est resté comme un organisme tout à fait superflu dans ce dialogue entre tous les ouvriers du Havre et la grande société bourgeoise, le Parti intervient en s'inclinant devant la C.G.T.U.

Le résultat ? La débâcle. Fiasco complet. Pourquoi ? Parce que c'était prédéterminé, prédestiné. Et ces coupures que je vous montre prétendaient mettre debout la classe ouvrière en France, du lundi au mardi, pour la grève générale. Est-ce possible ?

Même dans un pays où l'on possède le réseau télégraphique, les radios — comme ici en Russie — où le Parti est fort, où les syndicats travaillent en plein accord avec le Parti, où il n'y a ni Partis, ni syndicats opposés aux nôtres, cela n'est pas possible. Ainsi, pour la démonstration en l'honneur du 4^e Congrès mondial, on a dû expliquer aux ouvriers ce que c'était que le 4^e Congrès. Il y avait parmi les soldats qui sont passés devant vous le 7 novembre un certain enthousiasme que vous avez peut-être remarqué. D'où venait-il ? Il y avait parmi eux de jeunes paysans qui ne connaissent pas très bien la géographie et qui ignorent ce qui se passe en France, ce qui se passe hors de la Russie. On a dû leur expliquer ce qu'était le 4^e Congrès mondial et cependant, qu'est-ce qu'on exigeait d'eux ? Passer simplement devant les délégués étrangers, et leur présenter leur salut fraternel.

Pour vous, qui exigiez de la classe ouvrière française une grève générale, vous deviez expliquer à cette classe ouvrière ce qui se passait au Havre, et pas seulement par cette formule « Gouvernement d'assassins ».

En France, on fabrique ces formules beaucoup mieux que dans d'autres pays ; on s'y connaît. Il y avait nécessité d'expliquer à chaque ouvrier et à chaque ouvrière, aux ouvriers agricoles, aux paysans et paysannes, ce qui se passait au Havre : on a tué 4 ouvriers après en avoir tué un million et demi pendant la guerre. On montre si possible les photographies des tués ; on décrit la situation de la famille des ouvriers ; on montre les portraits des filles et des garçons de ces ouvriers tués. Vous envoyez tout de suite des correspondants qui connaissent ces questions et la vie des travailleurs, des camarades qui peuvent pénétrer dans les familles des ouvriers tués, partager leur peine et en raconter toute l'horreur à la classe ouvrière.

Il était nécessaire de mobiliser tout de suite, à Paris, un millier des meilleurs communistes et syndicalistes révolutionnaires, la main dans la main avec la C.G.T.U. et de les envoyer partout, non seulement dans tous les coins de Paris, mais aussi dans tout le pays, dans les villes et les campagnes, pour y faire une propagande intense ; il fallait en même temps publier à deux, trois ou quatre millions d'exemplaires des tracts, des appels, pour mettre la classe ouvrière au courant de ce qui se passait en disant : nous ne pouvons pas laisser passer ce crime sans protester.

Devait-on pour cela s'engager tout de suite dans une grève générale de 24 heures ? Non. Il faut mettre en mouvement la classe ouvrière tout entière, par une propagande intense qui n'est autre chose que l'explication. Il faut expliquer, raconter brièvement à la classe ouvrière ; c'est la première condition.

Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ? On a eu peur que le sentiment d'indignation de la classe ouvrière ne dure pas trois, quatre ou cinq journées. C'est la méfiance bureaucratique de notre syndicalisme

révolutionnaire et de notre communisme à l'égard de la classe ouvrière. (*Applaudissements.*)

Il fallait lui raconter, lui expliquer les faits. Or, nos camarades du Pas-de-Calais sont descendus dans la mine et ont appris seulement après qu'il fallait faire la grève. Naturellement, l'action était tout à fait paralysée et compromise d'avance. Je me demande si on aurait pu agir autrement pour la compromettre.

Et puis on a sauvé — naturellement pas pour toujours — les dissidents, les réformistes, les jouhauistes. Pourquoi ? C'est bien simple, camarades. La bourgeoisie, en tuant quatre ouvriers, en France, n'a-t-elle pas mis ses amis dissidents et réformistes dans une situation extrêmement difficile ? Avec les réformes, avec les idées du Bloc National, avec la participation de Jouhaux à des assemblées bourgeoises pour l'amélioration du sort des ouvriers, on peut encore duper les travailleurs. C'est pourquoi le massacre du Havre était un coup presque mortel pour nos adversaires.

Que fallait-il faire ? Il fallait dans chaque numéro de l'*Humanité*, pendant une ou deux semaines, faire toute la propagande possible, toute l'agitation utile, en demandant à la C. G. T. réformiste et aux dissidents : « Que proposez-vous, maintenant ? Il ne s'agit pas de dictature du prolétariat, nous ne vous la proposons pas, quoique nous en soyons partisans fidèles. Mais que proposez-vous contre la bourgeoisie qui vient de tuer quatre ouvriers, contre le gouvernement, contre Poincaré ? »

Voilà une question qu'il fallait chaque jour répéter et faire répéter par les propagandistes, les agitateurs du Parti et les syndicats, à tous les coins de rue, dans tous les coins de la France, dans tous les villages où il y a un ouvrier ou une ouvrière, et cela pendant une ou deux semaines. C'eût été vraiment une grande époque dans le mouvement de la classe ouvrière. Mais, au lieu de cela, on a compromis cette situation. On a lancé cet appel, qui est fou, à la grève immédiate. On n'annonce pas ainsi le lundi une grève générale pour le mardi, car, naturellement, les dissidents et réformistes trouvent prétexte pour se dérocher et dire : « Nous ne participons pas à une entreprise aussi risquée ».

Et puisque la grève générale était compromise par avance, ils ont décidé de donner le salaire d'une journée de travail aux victimes. Ils ne l'ont guère fait. Mais tout le monde a oublié leur crime de passivité, parce que le point de concentration de toute l'attention ouvrière, c'était la grève générale dangereusement compromise.

Et puis, c'est le *Temps*, qui écrit : « L'échec de la grève générale constitue pour l'avenir un symptôme encourageant ».

Il a raison. Et l'*Humanité* dit : « La bourgeoisie veut profiter de cette passivité inouïe de la classe ouvrière ».

C'était un échec formidable, mais le lendemain on avait dit que c'était tout de même un gros succès. Comme cette position était indéfendable, on a dit ensuite : La bourgeoisie veut profiter de cette passivité inouïe de la classe ouvrière. On rejette toujours la responsabilité sur le dos de la classe ouvrière. Quand il y a une défaillance de la C.G.T.U. et du Parti, on impute l'échec à la classe ouvrière. C'est une manière que la classe ouvrière ne tolérera pas. Elle devra inviter ses chefs à analyser leurs fautes pour apprendre quelque chose de l'expérience de la lutte. Il est vraiment temps, camarades.

Nous avons eu, en France, un grand événement, dont la grève de protestation ne fut que la répétition néfaste : c'est le mouvement du premier mai 1920. Le Parti n'existait pas encore comme Parti

Communiste. La scission n'était pas encore faite dans les syndicats. Mais les forces étaient les mêmes, sur le terrain politique comme sur le terrain syndical. Les éléments de la Gauche n'ont pas préparé l'action. Ceux de la droite ont tout fait pour la compromettre et l'écraser sous leur trahison. Ils y ont réussi. Vous savez quelle importance a cette date du premier mai 1920 dans l'histoire de la France d'après-guerre.

L'élan révolutionnaire de la classe ouvrière a baissé d'un coup, la stabilité du régime bourgeois a augmenté d'un coup. Un grand changement s'est produit après cette grève générale perdue.

Voilà deux ans et trois mois qui se sont passés depuis cette leçon assez démonstrative, et on fait la répétition de cette grève dans la forme de la grande protestation contre le massacre du Havre ! Naturellement, c'est la désillusion, c'est la passivité de la classe ouvrière qui doivent en être le résultat, et c'est aussi la conservation du réformisme et du syndicalisme de Jouhaux, inévitablement.

Pourquoi ? Parce que le Parti n'a pas su donner son conseil, parce qu'il n'est pas intervenu en analysant la situation elle-même, en donnant son avis, en invitant notre camarade Monmousseau, qui n'est pas du Parti et qui ne veut pas de liaison organique, à décider ce qu'on fera ensemble. Il fallait lui dire : « Vous proposez la grève pour demain mardi, mais c'est tout à fait impossible ; vous allez la compromettre et créer une situation défavorable dans la lutte de la classe ouvrière ».

Je suis sûr que notre ami Monmousseau aurait répondu : « Je suis d'accord pour parler avec vous, mais mon organisation est autonome et elle prendra les décisions qui lui paraîtront convenables et bonnes ».

Mais se mettre à la même table pour analyser la situation et échanger des conseils, est-ce que ce n'était pas nécessaire ?

D'autant plus que la C.G.T.U. n'a pas fait autre chose que s'incliner devant l'initiative du Bâtiment. Le résultat, nous le voyons. Après le premier mai 1920, on a perdu des mois, plus que des mois, et le temps c'est une matière première précieuse pour la lutte ouvrière. La bourgeoisie ne perd pas de temps. Nous, nous avons perdu deux années et il y a des camarades qui prétendent qu'on les a gagnées.

Le Parti Français et l'Internationale

Pendant le Congrès de Paris, notre camarade Frossard a caractérisé les relations du Parti avec l'Internationale en employant cette formule : gagner du temps.

Le Secrétaire général du Parti, qui était déjà secrétaire au moment du Congrès de Tours — par conséquent le plus qualifié pour représenter le Parti — s'est exprimé ainsi, selon le compte rendu de l'*Humanité*, sous le titre : « La Crise » :

Quelles sont les causes de la crise ? Depuis deux ans je suis partagé entre ma fidélité à l'Internationale et l'intérêt de mon Parti. Il y a chez moi conflit permanent, crise de devoir. Il y a des attitudes différentes chez moi ? C'est parce que je ne suis pas sûr de moi. (Applaudissements répétés.)

Ainsi, on applaudit au moment où le camarade le plus qualifié pour représenter le Parti dit : « Je suis déchiré par ma fidélité à l'Internationale et par ma fidélité au Parti. Deux fidélités qui ne coïncident pas, qui sont contradictoires, et si vous dites qu'il y a chez moi des fléchissements, deux attitudes différentes, c'est parce que je suis déchiré entre ces deux antagonismes permanents. Et après

cela, il y a des applaudissements répétés, selon le compte rendu de l'*Humanité* ».

Puis le même camarade dit :

Devant certaines décisions de l'Internationale, inapplicables, je le dis, j'ai voulu gagner du temps, j'ai préféré faire cela que casser les reins à mon Parti.

Alors, il y avait incompatibilité entre l'Internationale et le Parti communiste français. Le Secrétaire général du Parti s'est trouvé dans la situation d'un conflit permanent et il a surtout essayé de gagner du temps pour ne pas casser les reins à son Parti. C'est assez grave. Chaque fois que j'ai relu cette citation, j'ai eu la même secousse, parce que cela est tellement inattendu !

Comment ! On appartenait à l'Internationale pendant deux ans et on dit maintenant que telle résolution formulée par l'Internationale menaçait de casser les reins à son Parti ! Alors, pourquoi appartient-on à l'Internationale ? On ne comprend pas. On ne peut pas comprendre !

Quand j'ai reçu le numéro de l'*Humanité* et que j'ai lu cela pour la première fois, je me suis dit : « C'est la préparation de la rupture avec l'Internationale ».

Nous connaissons suffisamment notre camarade Frossard ; ce n'est pas un homme à se laisser emporter par son tempérament ; c'est un homme de calcul froid, et s'il dit, non pas en passant, mais dans le Congrès de son Parti, comme Secrétaire général, que pendant deux années il n'a fait que gagner du temps parce que l'Internationale a pris des résolutions néfastes à son Parti, je demande si on peut comprendre cela autrement que comme la préparation de la rupture avec l'Internationale. (Applaudissements.)

Le cas devient encore plus grave quand on considère les faits qui ont précédé son discours. C'est dans la motion dite Frossard-Souvarine, alors signée par Frossard et proposée au Congrès du Parti, que nous lisons :

Il faut reconnaître, à la lumière de l'expérience, que les survivances de l'esprit social-démocrate de l'ancien Parti et la méconnaissance de la valeur des résolutions de l'Internationale Communiste ont nui au renforcement et au perfectionnement du jeune Parti Communiste.

C'est à la veille du Congrès qu'on dit dans une motion : c'est la méconnaissance de la valeur des résolutions de l'Internationale qui a surtout nui au Parti français.

Il s'agit de la valeur des résolutions sur le front unique et l'action syndicale. C'est Frossard qui les signe et l'encre de sa signature n'est pas encore séchée qu'il déclare à la tribune que les résolutions venues de Moscou et de l'Internationale étaient une menace de casser les reins à son Parti.

Si quelqu'un comprend, je l'invite à venir nous expliquer cette attitude. Nous avons essayé d'entendre l'explication de la bouche éloquente de notre camarade Frossard. Nous l'avons invité, nous avons répété notre invitation par des lettres et des télégrammes et même par des décisions de l'Exécutif. Malheureusement, nous n'avons pas réussi. Nous serions pourtant très heureux d'avoir une explication de cette attitude qui ne nous paraît ni bien conséquente, ni bien nette.

L'Inertie du Secrétariat

du Parti Français

Pour vous donner un tableau au moins sommaire des relations de l'Internationale et du Parti français (son Comité Directeur et son Secrétaire général surtout), pour vous démontrer comment l'Exé-

citif a menacé de casser les reins au P. C. F., vous me permettrez de lire — ce sera une lecture bien sèche et peu divertissante — l'énumération des lettres, télégrammes et résolutions que nous avons envoyés. C'est un catalogue. Je ne mentionne pas les lettres privées ; pour ma part, j'ai fait distribuer parmi les membres de la grande commission les copies des lettres que j'ai envoyées en mon propre nom, mais toujours avec le consentement de l'Exécutif, en plein accord avec lui, aux camarades français.

Je n'énumère donc que les document tout à fait officiels.

Au mois de juin 1921, il y avait réunion de l'Exécutif Elargi où j'ai prononcé le discours dont je vous ai cité quelques passages essentiels.

En juillet 1921, il y a eu trois résolutions de l'Exécutif (après le 3^e Congrès mondial) sur le contrôle de la presse, le travail dans les syndicats et la dissolution du Comité de la 3^e Internationale.

Prenez ces résolutions. Est-ce celle sur le contrôle de la presse qui menaçait le Parti à cause de Fabre et de Brizon qui se couvraient de l'autorité des membres du Parti pour poursuivre des entreprises personnelles en compromettant le Parti ? N'était-il pas utile de cesser avec cette pratique consistant, lorsqu'on détient des postes des plus importants dans le Parti Communiste, à donner sa collaboration aux organes bourgeois qui empoisonnent les masses populaires ?

Voilà deux résolutions qui n'ont pas, je crois, menacé de casser les reins au Parti français, mais seulement à quelques journalistes arrivistes du Parti français. Cette résolution ne fut guère appliquée.

Sur le travail dans les syndicats, je vous ai raconté un peu notre discussion.

Une seule de ces trois résolutions fut appliquée : c'est celle concernant la dissolution du Comité de la 3^e Internationale.

Si nous avons fait des fautes, et nous en avons fait plusieurs, je crois que nous avons surtout commis la faute d'avoir un peu trop confiance dans la fidélité des camarades qui dirigeaient le Parti français à cette époque.

Le 26 juillet 1921 : lettre confidentielle de l'Exécutif au Comité directeur, contenant des critiques amicales et des suggestions sur le travail parlementaire du Parti avec l'Internationale, les comptes rendus parlementaires de l'*Humanité*.

(Notre camarade Marthe Bigot a fait sur ce point, à la commission, des observations qui confirment la justesse de notre critique.)

Sur les rapports avec les syndicalistes, le travail dans les syndicats, la réorganisation du Comité directeur.

C'est la première fois que nous avons proposé, par écrit, de créer cette terrible oligarchie qui s'appelle le Bureau politique du Comité directeur ;

Sur la structure du Parti, l'insuffisance de l'*Humanité*, le contrôle de la presse ;

Invitation à Frossard et Cachin de venir à Moscou ;

1^{er} octobre 1921 : télégramme invitant le Parti à envoyer Frossard à Moscou ;

15 décembre 1921 : lettre ouverte de l'Exécutif au Congrès de Marseille, contenant des critiques et des suggestions sur : la faiblesse de la direction du Parti, la discipline, la politique syndicale, le contrôle de la presse, la tendance de Droite et le *Journal du Peuple*.

Ce n'est pas le commencement, car le commencement, c'était déjà dans les conversations avec la délégation pendant le 3^e Congrès. Puis, c'était la résolution sur le contrôle de la presse, en juillet 1921, quand on a posé pour la première fois la

question Fabre. La troisième fois, c'était le 15 décembre 1921. Naturellement, nous avons « exagéré » l'importance de Fabre ; mais, maintenant, tous ceux qu'on a rejetés se groupent autour du *Journal du Peuple*. C'est l'abcès qui se forme, mais cette fois hors du Parti avec le concours de la race désormais fameuse des maires de banlieue ;

Sur la pénétration du Parti dans les usines, l'introduction d'ouvriers à la direction, l'indifférence du Parti à l'égard de la vie de l'Internationale ;

19 décembre 1921 : lettre confidentielle au Comité directeur, contenant des critiques et des suggestions sur les questions suivantes : tolérance à l'égard du *Journal du Peuple*. Pour la troisième fois : inexécution des décisions de l'Exécutif, tolérance envers Brizon et la *Vague*, rapports du Parti avec l'Internationale, Présidium ou Bureau politique du Parti.

Si vous me demandez pourquoi je ne vous cite pas les réponses, c'est parce qu'il n'y en a pas. On n'a jamais répondu ;

9 janvier 1922 : résolution sur les démissions de Marseille ; télégrammes convoquant à Moscou les représentants du Parti.

C'est une nouvelle série qui commence le 9 janvier 1922 ;

13 janvier 1922 : télégramme renouvelant la convocation de délégués français en raison de la crise ;

23 janvier 1922 : télégramme convoquant Frossard et Cachin, et annonçant l'inscription de la question française à l'ordre du jour de l'Exécutif Elargi de février ;

24 janvier 1922 : télégramme insistant pour la venue de Frossard et de Cachin et soulignant l'impression indésirable que produirait leur absence ;

27 janvier 1922 : télégramme réclamant à nouveau Frossard, « dont l'absence ferait la plus mauvaise impression sur tout l'Exécutif », et annonçant que l'Exécutif Elargi sera retardé de quelques jours pour permettre à Frossard d'arriver à temps.

Pendant ces quelques journées où l'on se préparait à envoyer la question française devant l'Internationale et à la soumettre aux représentants des Partis affiliés, nous nous interrogeons par téléphone chaque soir et chaque matin.

— Est-ce que vous croyez, Zinoviev, qu'il va venir ?

— « Est-ce que vous pensez, Trotsky, qu'il va venir ? »

— Je n'y comprends rien.

On attend, on envoie des télégrammes, et de quoi s'agit-il ? Si nous pouvions aller à Paris, tout de suite, pour consulter nos amis de là-bas, chacun de nous voudrait se jeter dans le train le premier. (*Applaudissements.*)

Mais il s'agit de discuter, d'analyser, pour les résoudre, les problèmes difficiles du Parti français. Et nous cherchons toujours à inviter les plus représentatifs de ses dirigeants pour discuter avec nous. Ce sont ces cinq télégrammes qu'on envoie pour inviter les chefs du Parti français à venir auprès de l'Internationale résoudre la question française

Même époque : intervention de Radek auprès de Cachin à Berlin, pour le décider à se rendre à Moscou ;

Février 1922 : Exécutif Elargi ; Résolution sur la crise française ; Critique de l'opportunisme du Bloc des gauches, du pacifisme petit-bourgeois, de l'inertie envers le syndicalisme, de l'insuffisance de direction du Parti, du fédéralisme ;

Engagement de la délégation du Centre sur : l'exclusion de Fabre (c'est la quatrième fois que la question est posée), la réintégration des démis-

sionnaires de Marseille, l'application de la thèse syndicale de Marseille ;

Avril 1922 : Conseil national du Parti français ;
9 mai 1922 : exclusion de Fabre par l'Exécutif (quand la question fut posée pour la cinquième fois et qu'on a fait jouer l'article 9 des statuts) ;

12 mai 1922 : lettre confidentielle au Comité directeur avec critiques et suggestions sur les questions suivantes :

Désorientation du Parti ;
Croissance de l'influence de la Droite ;
Passivité dans l'affaire Fabre (c'est la sixième fois) ;

Silence de l'*Humanité* sur les questions brûlantes ;

Inertie devant les anarchistes et les syndicalistes ;

Hostilité au front unique, campagne de l'*Humanité* et de l'*Internationale* constituant un sabotage de l'action de l'*Internationale Communiste* ;

Indiscipline du Parti envers les décisions de l'*Internationale Communiste* ;

Mauvaise volonté dans l'application des résolutions votées par les diverses délégations françaises à Moscou ; rappel des multiples démarches conciliantes antérieures de l'*Internationale Communiste* ;

Invitation à clarifier désormais les rapports entre le Parti français et l'*Internationale* ;

Même époque : télégramme à Frossard pour réclamer sa présence à l'Exécutif Elargi de juin ;

Juin 1922 : Exécutif Elargi. — Résolutions sur :

La structure du Parti ;
La discipline intérieure ;
La Fédération de la Seine ;
La question syndicale ;

Le front unique ;
Le bloc des gauches ;

La presse du Parti ;
Les fractions du Parti ;

Le blâme à Daniel Renoult ;
L'affaire Fabre (c'est la septième fois) ;

Le Congrès du Parti ;

La nécessité d'un Manifeste du Comité directeur.

Juillet 1922 : Trois télégrammes invitant le Parti à exclure Verfeuil, Mayoux et Lafont.

Juillet 1922 : Lettre à la Fédération de la Seine sur :

Le fédéralisme et le centralisme ;
L'article 9 des statuts internationaux ;
L'affaire Fabre (c'est la huitième fois) ;
La discipline.

Septembre 1922 : Message au 2^e Congrès du Parti Communiste français, traitant de toutes les questions énumérées dans les lettres précédentes.

6 octobre 1922 : Message complémentaire au Congrès de Paris, concernant :

le renouvellement du vote des 21 conditions ;
L'exclusion de Verfeuil ;

Résolution de l'Exécutif approuvant la décision de la Fédération de la Seine excluant Verfeuil.

Novembre 1922 : Plusieurs télégrammes invitant Frossard et Cachin à assister au 4^e Congrès.

Cette énumération sèche des lettres, télégrammes, propositions et suggestions envoyés par nous et demeurés presque sans écho ni réponse, depuis une année et demie, c'est le temps que notre camarade Frossard prétend avoir gagné. Nous déclarons que ce temps sera inscrit dans l'histoire du Parti français à fonds perdus, par la passivité, par l'inertie matérielle et politique des camarades dirigeants du Parti à cette époque et responsables du Parti.

Qu'on dise maintenant quelle était parmi les

suggestions que je viens d'énumérer celle qui pouvait être nuisible et même néfaste au Parti.

Pourquoi était-il nécessaire de gagner du temps dans l'exclusion de Fabre, qui était si simple et si indispensable, et aussi dans les questions du régime de la presse, du bureau politique et surtout du travail syndical et du front unique ?

Les suggestions de l'Internationale

Que les membres de l'Internationale ne soient pas infatigables, personne ne le conteste ; mais est-ce qu'on peut nous démontrer que dans ces suggestions, propositions et résolutions, l'Internationale a commis des fautes ? Où sont ces fautes ? Et qu'on nous démontre qu'on a fait du bien au Parti français en négligeant les suggestions et tentatives de l'Internationale. Qu'on nous démontre qu'on a gagné et non perdu du temps.

Si le secrétaire général du Parti lui-même déclare avoir gagné du temps, contre l'Internationale, menaçant de casser les reins au Parti français, il est évident que les délégués permanents à la propagande doivent dire la même chose et faire la même besogne d'une manière plus simple. C'est ainsi que le camarade Auclair raconte à la Jeunesse que les décisions de l'Internationale Communiste sont basées sur des ragots — c'est son expression.

Quand nous avons demandé à Frossard s'il était exact qu'il ait installé Auclair comme délégué à la propagande, il nous a répondu : Ce n'est qu'à titre provisoire. Ce qui était juste.

Mais après le Congrès de Paris, on voit le même camarade maintenu à son poste. Et quand nous faisons quelques objections à nos camarades français du Centre, ils disent : Vous exagérez. Nous exagérons pour Fabre, nous exagérons pour Auclair, nous exagérons avec nos propositions pour le front unique et pour l'action syndicale, nous exagérons dans la question du régime de la presse, nous exagérons toujours !

Il est cependant naturel que nous nous élevions contre toutes les manifestations d'un esprit anti-communiste, comme celles de Fabre et d'Auclair, ou comme la collaboration à la presse bourgeoise. Chacun de ces faits, si on le considère séparément, a ses racines profondes dans les couches profondes du Parti. On a tort de les présenter, comme sans importance, car ce sont des signes qui ne peuvent tromper sur un militant. Que voulez-vous avoir alors comme signe certain de non-communisme ? Si Frossard dit que les résolutions de l'Internationale menacent de casser les reins au Parti français, et si Auclair complète cela en disant que ces résolutions sont prises sur la base de ragots, alors on peut comprendre quelles lueurs se répandent dans les couches plus profondes du Parti, qui ne sont guère informées.

La dignité du Parti

Nous en voyons des témoignages extrêmement précis apportés par notre camarade Louis Sellier — qu'on ne doit pas confondre avec Henri Sellier, exclu du Parti. Louis Sellier a représenté quelque temps le Parti à Moscou. Il est rentré en France et il est proposé comme secrétaire général suppléant du Parti, ce qui est un poste important, et ce qui vous montre que ce camarade est tenu en grande estime dans le Parti français. Nous qui avons fait sa connaissance à Moscou, nous partageons cette estime pour le camarade Louis Sellier.

Dans l'*Humanité* du 27 août 1922, il a publié sous le titre : « Ecartons d'abord les légendes absurdes » un article où il dit :

Il y a chez nous des camarades qui sont certainement très malins. Ils commencent par affirmer la mais sur le cœur que leur dévouement à la Révolution russe a été et reste total. « Mais »... Et alors, c'est la série des « mais » et des « si » menaçants, solennels et absurdes. « Mais » si Moscou veut faire du Parti une petite secte stipendiée et servile, si Moscou veut enlever au Parti toute espèce d'indépendance, si Moscou veut installer la guillotine en permanence au sein du Parti... etc., etc.

Et plus loin :

Nous manquerions au plus élémentaire de nos devoirs, si nous ne hurlions pas à nos camarades de la majorité, à nos camarades du Centre, qu'on s'efforce de les tromper en leur racontant sur Moscou les bêtises dont nous venons de citer les plus perfides. Moscou ne veut essentiellement pas que la 3^e Internationale fasse faillite comme la 2^e.

C'est Louis Sellier qui écrit cela. Il faut donc hurler aux camarades du Centre que Moscou ne veut pas créer une petite secte stipendiée et servile. Et c'est un membre du Centre qui le dit.

Louis Sellier rapporte ce propos : « Si Moscou veut enlever au Parti toute espèce d'indépendance... » et nous avons entendu dans la grande commission française quelques paroles dans ce sens : la dignité du Parti serait menacée par certaines interventions de l'Internationale. Voilà des sentiments, une mentalité, un état d'âme tout à fait étranges et que nous ne comprenons pas.

En février dernier, il y avait ici une commission qui s'occupait de la question russe. Cette commission était présidée, je crois, par le camarade Marcel Cachin. Il s'agissait d'un malaise intérieur de notre Parti russe. Cette commission n'a pas travaillé à Paris, malheureusement, parce que nous ne pouvons pas encore tenir nos Congrès à Paris. Cela viendra. C'était à Moscou. Cette commission était composée de camarades étrangers qui avaient à statuer sur une question bien pénible pour notre Parti puisqu'il s'agissait de l'opposition ouvrière contre le Comité directeur du Parti.

Zinoviev, moi et quelques autres camarades, nous fûmes cités par la commission. Nous avons donné notre avis. Il y avait chez nous un sentiment de soulagement qu'il existât une institution internationale, une instance suprême et personne ne s'est senti humilié pour l'autorité de notre Parti. Au contraire, on était très heureux de pouvoir résoudre une question importante avec l'aide de l'Internationale Communiste.

L'intervention de cette commission eut un résultat excellent pour notre Parti, puisque l'opposition ouvrière a cessé après cette intervention suprême.

Alors, qu'est-ce que c'est que la dignité du Parti ? Il y a l'intérêt du Parti, c'est la suprême loi, et chacun de nous doit s'incliner devant cette loi suprême. C'est en cela que consiste la dignité du Parti et de chaque membre du Parti. (*Applaudissements.*)

J'ai insisté sur ce point parce que, au Congrès de Paris, on a fait jouer ce spectre de la dignité du Parti. Vous connaissez tous la situation créée par le Congrès de Paris. Quelques mots avant le Congrès, nous avions proposé de faire un bloc entre les deux fractions les plus fortes, le Centre et la Gauche, contre la Droite et avec une certaine attitude, je dirai expectative, envers la tendance Renoult-Dondicol.

Quelle était l'idée de ce plan ? Elle était bien simple. La lutte des fractions a été prédite par l'Exécutif. C'est à notre camarade Louis Sellier que nous avons maintes fois répété que si le conservatisme du Centre persistait, la création de frac-

tions était inévitable comme une réaction nécessaire et salutaire pour le Parti, afin de ne pas le laisser sombrer dans le marais de la passivité.

En même temps que se déroulait ce processus inévitable, il y avait la nécessité de donner au Parti la possibilité de faire son action extérieure. La fraction Renoult-Duret faisait, à cette époque, l'opposition la plus extrême au front unique. Il n'y avait pas possibilité d'envisager alors une collaboration avec cette fraction, quoiqu'on savait à l'Exécutif quelle comportait des éléments ouvriers excellents qui sont nettement opposés au parlementarisme et aux combinaisons avec les dissidents, les réformistes, c'est-à-dire des éléments animés d'un pur esprit révolutionnaire, mais mal informés. Nous avons pris envers cette tendance une attitude expectative en la critiquant.

En même temps, nous n'avons jamais négligé le fait, que, malgré telle ou telle faute commise par la Gauche, c'est elle qui représentait le mouvement en avant du Parti, contre le conservatisme et la passivité.

D'un autre côté, nous n'avons jamais négligé le Centre, malgré ses erreurs qui menacent le fondement même du Parti. Cette fraction englobe beaucoup d'éléments ouvriers excellents qui se grouperont demain ou après-demain sur la même base d'action révolutionnaire. Nous avons alors proposé un bloc entre les deux grands groupements, Centre et Gauche, pour faciliter au Congrès de Paris sa tâche, qui était exclusivement de préciser les idées du Parti et de créer les organismes centraux qui pouvaient le diriger. La lutte des fractions conduisait le Parti à une impasse. Il fallait proposer une combinaison qui pouvait ne pas être parfaite, mais qui apportât une solution plus ou moins convenable pour l'année prochaine.

Nous avons toujours insisté pour la réalisation de ce bloc sur la base révolutionnaire ; ce bloc devait être dirigé énergiquement contre la droite afin de résoudre cette question totalement, définitivement, politiquement et dans ces conditions, nous aurions eu la possibilité d'une action vigoureuse et le Parti aurait pu se présenter devant le 4^e Congrès, comme un Parti beaucoup plus discipliné et capable de mener l'action.

C'est ce qui fut dit et répété maintes fois : si le Centre s'oppose, s'il se laisse entraîner par les éléments du conservatisme et de la réaction, par la passivité, en gagnant du temps, nous pensions qu'il ira vers sa décomposition et sa décomposition provoquera la crise la plus pénible pour le Parti tout entier.

Le rôle du Centre au Congrès de Paris

Or, je ne veux pas raconter ici l'histoire des pourparlers qui ont eu lieu à Paris pour la constitution des organismes centraux. Les fractions se sont heurtées à des difficultés, sans pouvoir aboutir. Quand il y a des pourparlers entre deux fractions en lutte, les questions d'organisation sont toujours pénibles : il y a eu des discussions, des exigences excessives des deux côtés. Ce n'est pas possible autrement. Mais la rupture s'est produite sur des propositions tout à fait nettes, non pas sur des exigences exagérées de la Gauche, comme on l'affirme, mais sur des propositions de parité présentées par les représentants de l'Exécutif.

Le Centre a préféré rompre les pourparlers ; il a repoussé la parité, même provisoirement, jus-

qu'au Congrès. Et c'est le camarade Ker qui a prononcé un grand discours, le 17 octobre sur ce sujet. Il a posé la question de la manière suivante : « Il s'agit de savoir si le Parti français ne sera pas libre de désigner lui-même les hommes qui doivent le diriger. » Ceci, d'après le compte rendu de l'*Humanité* du 18 octobre (séance du 17).

Au moment où les pourparlers viennent d'être rompus sur l'initiative du Centre, on dit aux délégués de province qui n'ont pas encore connaissance des propositions de l'Internationale : Il s'agit de savoir si le Parti français ne sera pas libre de désigner lui-même les hommes qui doivent le diriger.

Or, c'était dénoncer la Gauche d'un côté et les représentants de l'Internationale de l'autre, comme ayant l'intention de priver le Parti français du droit de disposer de lui-même de son autonomie comme Parti. Cette dénonciation tout à fait injuste est très dangereuse du point de vue des aspirations nationales et non internationalistes.

Cette idée est répétée dans l'appel signé par le nouveau Comité directeur composé du Centre. Au lendemain du Congrès de Paris, on dit : « Le 4^e Congrès mondial examinera la situation du Parti... Il se trouve saisi, dépouillé de son droit de choisir les hommes qu'il investit de sa confiance et qui sont chargés de le représenter dans les organismes de direction du Parti ».

Camarades, s'il s'agit, pour chaque section, de formuler une ligne directrice pour une action, de donner des conseils d'organisation d'un parti, de surveiller les tendances d'un parti ; chaque parti peut se demander s'il est libre de disposer de lui-même ou si on ne le menace pas de le priver de ses droits.

En quoi consiste le droit d'un parti à disposer de lui-même ? Il consistait dans le cas présent en ce que les deux fractions, qui, réunies, forment l'écrasante majorité du Parti, pussent s'entendre pour dresser une liste commune, fixer d'accord la composition des organismes centraux et présenter cette liste au Congrès en lui disant : voilà ce que nous vous proposons, ce que nous vous conseillons d'accepter, parce que dans cette époque de décomposition menaçante du Parti, c'est la meilleure issue.

Mais on n'a pas présenté la question de cette manière. Après avoir mené les pourparlers avec la Gauche et les représentants de l'Internationale, après avoir consommé la rupture, on a dénoncé la Gauche et les représentants de l'Internationale comme des institutions, des organismes, des personnes qui menacent la dignité et la souveraineté du Parti français, et après le tumulte et la nervosité du Congrès, dans un appel signé par le Comité Directeur, on dit : « C'est le Congrès mondial qui devra s'occuper de la question ; il s'agit de savoir si le Congrès National a le droit de choisir lui-même son Comité Directeur ».

Mais c'est un droit indiscutable : Nous voyons que ce droit est réalisé. Nous voyons que les mêmes camarades n'ont pas osé, je peux le dire, proposer au Congrès dans la situation dans laquelle ils l'ont mis, d'affirmer et de réaliser pleinement sa souveraineté en créant un Comité directeur normal. Ils ont proposé eux-mêmes de créer un Comité Directeur provisoire. Pourquoi ? Parce qu'ils ont paralysé eux-mêmes la souveraineté du Congrès ; parce qu'après l'avoir paralysé ils n'ont pas pu, étant donné la situation du Parti, engager ce Congrès à se donner avec les 2/5 des voix, un Comité Directeur. Après cela, il ne restait plus autre chose que de s'adresser

au Congrès International pour rattacher les fils qui avaient été rompus par la faute du Centre.

L'incident Jaurès

Camarades, je vous ai déjà dit que je ne pouvais pas vous exposer l'histoire du congrès de Paris. Il y a eu cependant un incident que je trouve nécessaire de porter à votre connaissance. C'est l'incident qui fut interprété à la grande commission par notre camarade Clara Zetkin. Il s'agit d'un incident extrêmement pénible parce qu'il est lié au nom de Jean-Jaurès. Je trouve nécessaire de dire quelques mots, non pas pour renouveler ici la scène du Congrès de Paris, mais seulement pour mettre au point une question sérieuse d'idées.

Une motion fut présentée par la Commission des Conflits ayant pour secrétaire un jeune camarade de la Gauche, d'après ce que l'on m'a rapporté. Cette motion proposait d'exclure Henri Sellier, tout à fait mûr pour cela, en indiquant qu'Henri Sellier se nourrissait dans sa conception démocratique, de la tradition jauréssiste.

Or, tout le monde peut reconnaître qu'il n'était pas nécessaire de parler de Jaurès dans la résolution d'exclusion même d'une manière indirecte. De cette maladresse, on a fait un grand incident politique, non seulement dans le Congrès, mais après le Congrès, dans la presse du Parti.

Une résolution a été préparée hâtivement, on en a fait une question de tendance et on a demandé : est-ce qu'on est pour ou contre la tradition de Jaurès est-ce qu'on est avec Jaurès ou contre Jaurès ? Voilà comment on a posé la question. Je ne crois pas que cela ait été profitable ni à la mémoire de Jaurès, ni au Parti lui-même.

Jaurès, nous l'avons tous connu, sinon personnellement, du moins par son rayonnement politique. Nous connaissons tous sa grande et monumentale figure historique, qui dépasse sa pensée et qui reste et restera dans l'histoire, comme une des plus belles figures humaines. Et nous pouvons dire maintenant, et nous pourrions dire demain que chaque Parti révolutionnaire, chaque peuple opprimé, chaque classe ouvrière opprimée, et surtout l'avant-garde des peuples et des classes ouvrières opprimées, l'Internationale Communiste, peuvent se réclamer de Jaurès de sa mémoire, de sa figure, de sa personnalité. Jaurès est notre bien commun, il appartient aux partis révolutionnaires, aux classes, aux peuples opprimés.

Mais Jaurès joua un certain rôle, dans une certaine époque, dans un certain pays, dans un certain parti, dans une certaine tendance de ce parti. C'est l'autre aspect de Jaurès.

L'histoire de son activité politique est d'un conflit qui porte essentiellement sur le point de savoir si le Congrès pouvait être mieux connue par notre camarade Marcel Cachin que par moi.

Il y avait en France, avant la guerre, dans le Parti Socialiste, deux tendances, et le chef spirituel et politique de l'autre tendance était Jules Guesde, qui est aussi une grande et belle figure de l'histoire de la classe ouvrière française et internationale. Il y avait une grande lutte entre Jaurès et Guesde, et dans cette lutte, c'est Guesde qui avait raison contre Jaurès.

Nous ne pourrions jamais l'oublier.

Quand on nous dit que nous nous séparons de la tradition jauréssiste, cela ne veut pas dire que nous confions la personnalité de Jaurès et sa mémoire aux mains malpropres des dissidents et des réformistes. Cela veut dire seulement qu'il y a un grand changement dans notre politique.

Nous combattrons les survivances et les préjugés de ce qu'on appelle la tradition jauréssiste dans le mouvement ouvrier français.

C'est mal servir la classe ouvrière en France que d'avoir fait de cet incident une lutte d'idées, comme si les communistes peuvent vraiment se réclamer des traditions démocratiques et socialistes de Jaurès.

Relisons les livres de Jaurès, son histoire socialiste de la Grande Révolution, son livre sur l'Armée Nouvelle, ses discours, on se sent toujours renouvelé par un grand esprit, une grande foi, mais en même temps, on voit les grandes faiblesses qui ont fait sombrer la 2^e Internationale. Et nous ne sommes pas les gardiens des faiblesses et des préjugés de la 2^e Internationale, de cette 2^e Internationale qui était représentée dans sa forme la plus géniale par Jaurès. Nous ne sommes pas des gardiens de ces préjugés, mais au contraire nous luttons contre cette tradition ; nous devons la combattre et la remplacer par l'idéologie communiste.

Camarades, la Grande Commission que vous avez créée a, après une discussion très large et parfois passionnée, créé une sous-commission chargée des questions d'organisation et de l'élaboration d'un projet de résolution politique. Vous avez reçu notre proposition par écrit. Nous nous sommes inspirés, pour la rédiger, de deux idées.

Il faut condamner les fautes, les erreurs politiques commises par la fraction dirigeante, en première ligne, du Parti Communiste français : le Centre.

Il faut souligner les fautes commises par la tendance Daniel Renoult-Duret-Dondicol.

Et il faut reconnaître que quelles que soient les fautes secondaires commises par la fraction de Gauche, c'est la Gauche qui a justement représenté l'Internationale, ses idées, ses suggestions, dans les questions les plus importantes pour la vie et pour la lutte de la classe ouvrière française.

C'est ce que nous avons reconnu dans notre résolution politique.

Quant à notre proposition d'organisation et de composition des organismes centraux du Parti, nous avons essayé de mesurer les relations de force des différentes tendances et d'approprier la composition des organismes centraux à la situation momentanée du Parti. Naturellement, ce n'est pas ainsi que nous procédons d'ordinaire. Nous rejetons absolument le principe de la R. P., parce que ce principe menace toujours de faire du Parti une fédération de tendances. C'est un encouragement pour chaque groupement qui veut créer une tendance ; c'est un régime néfaste pour le Parti et pour son activité.

Mais nous sommes dans une situation créée par la préhistoire dont je vous ai un peu parlé — suffisamment, j'espère, pour vous faire comprendre notre politique.

Or, nous avons demandé pour cette situation, pour ce Comité directeur et pour les autres organismes centraux du Parti, la R. P. La sous-commission qui a élaboré cette proposition était composée des camarades Zetkin, Bordiga, Kolarov, Humbert-Droz, Katayama, Manouïlsky, Trotsky.

La grande commission à laquelle nous avons présenté notre projet élaboré après une discussion approfondie, a adopté à l'unanimité toutes les propositions d'ordre politique ou d'ordre organique et nous demandons au Congrès de faire de même et de se conformer unanimement aux résolutions votées.

La Franc-Maçonnerie

Pendant la discussion de la grande commission, une nouvelle question fut posée devant nous. C'est la question de la franc-maçonnerie, qui, jusqu'à ce moment, dans la vie du Parti, est restée ignorée. Il n'y a jamais eu d'articles de polémiques. On n'a jamais mentionné dans la presse que, dans le Parti Communiste, comme d'ailleurs dans les syndicats révolutionnaires et réformistes, il y a pas mal de camarades qui appartiennent en même temps à la franc-maçonnerie.

Quand ce fait fut connu par la commission, ce fut une grande stupeur, parce qu'aucun des camarades étrangers ne pouvait supposer que deux années après Tours, le Parti Communiste français pût avoir dans son sein des camarades appartenant aux organisations dont il est superflu de définir le caractère au sein d'un Congrès mondial communiste.

J'ai essayé de le faire d'ailleurs dans un article de l'organe du Congrès, le *Bolchevik*. J'ai dû, pour écrire cet article, chercher dans ma mémoire les arguments les plus oubliés, couverts de poussière, contre la franc-maçonnerie, tout à fait oubliée par moi comme une force existante.

Je ne vous ennuierai pas par la répétition de ces arguments. Il est de fait qu'en France, la bourgeoisie radicalisante qui a des chefs bien médiocres et une presse bien pauvre, se sert des institutions secrètes, de la franc-maçonnerie, surtout pour masquer son entreprise réactionnaire, sa mesquinerie, la perfidie en idées, en esprit, en programme. La franc-maçonnerie est une de ses institutions, un de ses instruments.

Il y a un an et demi, nous avons dit au Parti français : « On ne voit pas cet abîme qui doit être creusé par notre presse, par nos discours, entre le Parti Communiste et toute la société bourgeoise ».

Nous voyons maintenant que non seulement cet abîme n'existe pas, mais qu'il y a des ponts, bien arrangés, un peu masqués, un peu couverts, et ce sont les ponts de la franc-maçonnerie, de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, etc. La liaison s'opère par ces ponts entre la Ligue, la franc-maçonnerie et les institutions du Parti, la rédaction du journal, le Comité directeur, le Comité fédéral.

Evidemment, on fait des discours, on écrit des articles sur la nécessité d'écraser cette société corrompue, par la lutte de classe menée par le prolétariat lui-même guidé par un Parti absolument indépendant de la société bourgeoise. On est révolutionnaire jusqu'au bout et on va dans les loges maçonniques rejoindre et embrasser les frères aînés qui représentent les classes bourgeoises.

On ne peut pas comprendre cette mentalité et cette façon d'agir. Quelques camarades ont dit : Oui, nous sommes aussi de cette opinion que chaque communiste doit sacrifier toutes ses forces au Parti et qu'il ne doit pas en donner une certaine partie à d'autres institutions, à d'autres entreprises, à d'autres organisations, etc. Ce n'est pas la seule raison. Si un communiste est musicien, s'il visite les concerts, les théâtres, nous ne pouvons pas exiger de lui qu'il en fasse le sacrifice si ce sacrifice n'est pas exigé par la situation ; s'il est père de famille et qu'il veuille consacrer à ses enfants une partie de sa vie, évidemment, nous pouvons exiger beaucoup de lui, mais nous ne pouvons pas exiger qu'il renonce à s'occuper de ses enfants. Mais il ne s'agit pas de cela. Il ne s'agit pas d'un certain partage de son travail, de son attention, de sa vie entre deux institutions ou deux occupations : non !

Si vous présentez cette question de cette manière devant la classe ouvrière, elle ne comprendra jamais pourquoi l'Internationale s'y intéresse. Il faut affirmer l'incompatibilité complète et absolue, implacable, entre l'esprit révolutionnaire et l'esprit de la petite bourgeoisie maçonnique, instrument de la grande bourgeoisie. (*Applaudissements.*)

Cette question ne fut malheureusement pas soulevée au lendemain du Congrès de Tours. Elle n'est venue devant notre commission que grâce à la lutte des fractions. Quand la commission pris connaissance de ces faits, elle les a mis immédiatement à l'ordre du jour de son travail comme des faits d'une grande importance.

On a dit : vous exagérez.

C'est toujours la même chose. C'est toujours le cas Fabre qui revient. Fabre est immortel ; même tué une fois par l'Internationale Communiste, il renaît toujours sous un autre nom, sous un autre masque, et même sous le masque de la maçonnerie secrète.

On nous a dit : vous exagérez ; nous croyons, au contraire, que nous sommes cette fois en présence d'une question qui peut devenir un levier pour changer quelque chose efficacement, immédiatement, dans ce Parti.

Il y a de grandes questions : la question des syndicats, la question du front unique. C'est sur cette base que se développera le mouvement ouvrier, mais la tradition parlementaire du Parti français s'est cristallisée dans la couche supérieure des députés, des journalistes, des avocats, des intellectuels, et cette cristallisation a constitué, dans une certaine mesure, comme un Etat dans l'Etat.

C'est surtout l'esprit de l'opportunité qui est développée chez les éléments intellectuels dont les cerveaux sont parfois couverts de réminiscences des différentes situations par lesquelles ils sont passés et dans lesquels on ne peut plus rien déchiffrer.

Il faut une secousse. C'est surtout dans cette couche du Parti qu'elle sera salutaire, non seulement pour le Parti — ce qui est une raison première — mais pour les éléments de valeur qui existent naturellement dans cette couche dirigeante, un peu traditionaliste, trop conservatrice et qui se réclame toujours de la journée d'hier ou d'avant-hier au lieu de s'orienter vers l'avenir.

Alors, ce sera la grande secousse, parce que ce n'est pas la ligne directrice de la classe ouvrière, pour toujours. C'est une question de relations, d'habitude, d'aptitudes, de mœurs personnelles de camarades appartenant à cette couche dirigeante.

Beaucoup de fonctionnaires du Parti fréquentent les loges maçonniques. Naturellement, ils ne cachent pas là-bas leur communisme comme ils cachent leur franc-maçonnerie quand ils sont parmi nous ; mais tout de même, ils arrangent leur communisme d'une façon convenable pour les frères bourgeois, d'une manière permise pour cette société si délicate, qui a des nerfs si raffinés. Mac-terlinck, le poète, a dit une fois qu'en cachant son âme parmi les autres, on finit par ne plus se retrouver soi-même. Eh bien ! quand on est dans un milieu pareil et qu'on a modifié ses opinions selon les goûts exquis de ces frères raffinés en politique radicale, on finit par ne plus retrouver sa véritable physionomie de communiste-révolutionnaire.

Voilà pourquoi c'est pour nous une grande question pour les couches dirigeantes du Parti. Naturellement, le Comité directeur, quand il accom-

plira cette tâche que nous lui proposons d'accomplir, aura de suite contre lui, en France, les 9/10 de l'opinion publique officielle. On prévoit déjà avec une certaine joie révolutionnaire que ces milieux réactionnaires, catholiques, francs-maçons, de la couleur des Léon Daudet ou de la couleur des amis d'Herriot, avec toute leur presse, se jetteront contre l'Internationale et le Parti Communiste, et si vous vous présentez avec des excuses, des atténuations, des explications, en disant que la franc-maçonnerie n'est pas une chose tout à fait condamnable en soi, mais qu'il ne faut pas partager son cœur entre le Parti et le franc-maçonnerie parce que le Parti a besoin des quatre quarts du cœur, alors, vous aurez, camarades du Comité directeur, une situation insupportable. Au contraire, le Parti doit frapper sur la table avec énergie et en proclamant : oui, nous avons commis une faute en tolérant que des camarades de valeur, par une inertie pénible, aient appartenu à la franc-maçonnerie. Mais après avoir reconnu cette faute, nous proclamons la lutte implacable contre cette machine d'enveloppement révolutionnaire. La Ligue des Droits de l'Homme et la Franc-Maçonnerie sont des machines bourgeoises qui enveloppent la conscience des représentants du prolétariat français. Nous déclarons à ces méthodes une lutte implacable, parce qu'elles constituent une partie secrète et perfide de la machinerie bourgeoise.

Si le Comité directeur commence l'action avec cette énergie implacable, il aura naturellement contre lui les dissidents, les Léon Blum ; les catholiques défendront les maçons. La maçonnerie aura des excommunications catholiques pour maudire les communistes. Le Parti aura contre lui tout un mélange de la bourgeoisie, de toutes ses nuances ; mais le Parti Communiste restera debout, opposé à toute cette politiciannerie, cette tromperie de la société bourgeoise, comme un bloc révolutionnaire qui défend les intérêts suprême du prolétariat.

Et je suis sûr que si vous procédez par cette secousse salutaire, vous retrouverez votre Parti, après un mois, ou deux ou trois, dans une situation bien différente de la situation dans laquelle il se présente devant le 4^e Congrès mondial.

On criera beaucoup contre les « ordres » de Moscou. On criera de nouveau à la liberté d'opinion, mais des opinions francs-maçonniques ; ce sont les mêmes camarades qui demanderont encoer la liberté de pensée et de critique. Mais ces camarades qui polémiquent pour la liberté de pensée et d'opinion envisagent-ils les divergences inévitables dans les cadres communistes ? Non. Ils voudraient avoir un cadre qui engloberait les pacifistes, les francs-maçons, les propagandistes de la sainte loi catholique, les réformistes, les anarchisants, les syndicalisants. Voilà ce qu'ils appellent la liberté de pensée.

Ces hommes qui, presque toujours des intellectuels, passent les 9/10 de leur temps dans les milieux bourgeois, ils ont une occupation qui les détache tout à fait de la classe ouvrière. Leur mentalité se trouve travaillée dans ce milieu pendant les six jours de la semaine qu'ils y passent.

Ils rentrent dans leur Parti le dimanche ; ils en ont oublié les principes et doivent recommencer par la critique, par le doute surtout. Ils disent : nous réclamons pour nous la liberté de pensée. Alors, on fait de nouveau une résolution qu'on leur impose. Puis, ils retournent dans leur milieu et recommencent. Ce sont des amateurs, des dilettanti, et parmi eux il y a beaucoup d'arri-
vistes.

Il faut les éliminer ; il faut libérer le Parti de ces éléments pour lesquels le Parti n'est autre chose qu'une porte ouverte pour un poste, pour un mandat.

C'est pourquoi nous acceptons comme ligne rigide que les 9/10 des postes électoraux mis à la disposition du Parti soient occupés par des ouvriers et pas même des ouvriers qui sont devenus eux-mêmes des fonctionnaires du Parti, mais par des ouvriers qui sont encore à l'usine ou aux champs.

Il faut montrer à la classe ouvrière qu'on l'a jusqu'à présent trompée et que les différents Partis se sont servis d'elle comme d'un tremplin pour faire un bond de carrière, et il faut montrer que notre Parti regarde le domaine parlementaire comme un morceau, une partie de son domaine révolutionnaire.

C'est la classe ouvrière qui se meut sur ce domaine ; ce sont ses représentants les plus purs, les plus adéquants, ceux qui l'expriment le mieux qu'il faut introduire dans le Parlement, naturellement en les complétant par des camarades dévoués et sûrs qui ont une certaine instruction. Mais la majorité écrasante de notre fraction parlementaire municipale, cantonale, etc., doit être prise parmi les masses ouvrières et surtout en France, étant donné ses mœurs, ses conceptions, ses habitudes.

La Presse

Il faut en finir avec ce régime qui consiste à considérer la presse comme un domaine où s'exerce le talent des journalistes. C'est bien quand un journaliste a du talent, mais la presse n'est pas autre chose que l'instrument de la lutte, un instrument qui doit être autant que possible anonyme, représentant la collectivité, reflétant l'idée directrice de la classe ouvrière et non des idées particulières de tel ou tel individu.

A ce point de vue, le *Populaire* représente très bien les traditions du Parti parlementaire.

Je trouve ici un article de tête du *Populaire*, avec une note de la rédaction ; le rédacteur en chef dit : « Je crois devoir rappeler que les articles leaders du journal n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs ».

Voilà leurs mœurs ; les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. On réclame aux ouvriers le sacrifice de leurs sous pour un journal qui se réclame du socialisme et qui fait une règle générale que les articles de tête n'engagent que leurs auteurs.

Les articles, chez nous, engagent le Parti. Le journaliste doit être anonymement à la disposition du Parti. Et si messieurs les journalistes — et j'appartiens un peu à cette caste — nous répondent que c'est leur dignité personnelle qui est attaquée par cette procédure, nous dirons que la plus haute dignité du journaliste communiste est d'être l'instrument le plus fidèle et autant que possible impersonnel, de la mentalité, de la politique, de la lutte de la classe ouvrière.

Notre action parmi les paysans

Je dois encore mentionner tout particulièrement deux questions. D'abord, celle de notre action parmi les paysans.

Cette question a été traitée plus rapidement que toutes les autres questions de principe, au Congrès de Paris. Elle a été mise en discussion par le camarade Jules Blanc, qui a dit que, par des lettres de paysans, on peut démontrer qu'un sentiment révolutionnaire existe chez eux dont la

contestation permet de protester contre l'épithète « petite-bourgeoise » trop rapidement appliquée à la classe paysanne, et que répandre les brochures où la classe paysanne est traitée de petite-bourgeoise, c'est desservir la propagande du Parti.

La même objection a été faite par le camarade Renaud Jean, et je crois nécessaire de dire quelques mots sur notre travail parmi les paysans.

L'expression « petite bourgeoisie » n'est pas une insulte. C'est une expression scientifique qui a son sens dans le fait que le producteur est possesseur de ses moyens de production ; il n'est pas encore tout à fait détaché de ses moyens de production, et cependant il n'est pas salarié.

Voilà ce que signifie l'expression « petite bourgeoisie ».

Si pendant un discours de propagande — et non pas un cours scientifique — un paysan me demande : « Est-ce que je suis un petit bourgeois ? » — je lui fournirai des explications qui, je crois, ne le choqueront pas. On trouve trop souvent des paysans qui se distinguent du prolétaire qui n'a rien, tandis qu'eux sont possesseurs de leurs moyens de production. Ils ont, de ce fait, une mentalité plus individualiste que celle des ouvriers.

Or, cette expression est juste et nécessaire, pour ne pas nous tromper nous-mêmes sur le caractère de cette classe paysanne, pour ne pas tromper les ouvriers. Mais, malgré la différence qu'il y a dans la vie et dans la mentalité entre ces deux classes, cette expression ne peut nullement empêcher notre action parmi les paysans.

La question coloniale

L'autre question est la question coloniale. Je ne sais pas si on a cité ici la résolution de la section de Sidi-bel-Abbès, en Algérie. Cette résolution d'un groupement qui se prétend communiste est un grand scandale quoi que prise par un petit groupement. Elle dit :

En matière coloniale, elle (la section) est en complet désaccord avec les thèses de Moscou... Les fédérations communistes indigènes sont seules qualifiées pour arrêter une tactique d'action communiste locale. Les fédérations communistes algériennes ne sauraient admettre sous aucun prétexte que soient publiés en Algérie des manifestes dont l'esprit et la lettre, engageant leur responsabilité, n'auraient pas été arrêtés par elles.

C'est dire que l'Internationale ne doit pas intervenir de trop près dans les questions intérieures du Parti. Voilà une section coloniale qui se soulève contre son Parti et contre son Internationale, et dit : Non, non, en tant qu'il s'agit des indigènes, c'est notre domaine à nous seuls.

La résolution dit encore :

Un soulèvement victorieux des masses musulmanes d'Algérie qui ne serait pas postérieur à un même soulèvement victorieux des masses prolétaires de la Métropole amènerait fatalement en Algérie un retour vers un régime voisin de la féodalité, ce qui ne peut être le but d'une action communiste (1).

(1) Dans mon discours, j'ai omis la réfutation nécessaire de l'argument quasi-marxiste du groupement de Sidi-Bel-Abbès. On essaie de nous menacer de l'état de barbarie dans lequel retomberaient nécessairement les indigènes au cas où leur soulèvement contre le despotisme de la classe bourgeoise française serait couronné de succès. Cet argument est pris chez les social-démocrates de la Droite, d'avant-guerre. Mais il faut reconnaître que chez ces derniers ce raisonnement avait une certaine justification puisque le capitalisme se trouvait encore sur sa ligne ascendante. Maintenant que le capitalisme européen est en pleine décomposition, c'est un défi aux vérités les plus simples de la science histori-

Voilà le fond. On ne peut pas admettre la révolte, et surtout la révolte victorieuse des indigènes dans les colonies parce que si on commet cette bêtise, de se libérer de la domination de la bourgeoisie française, on revient vers la féodalité, et les communistes français algériens ne peuvent pas tolérer que par une émeute révolutionnaire les pauvres indigènes se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité.

On ne peut pas tolérer deux heures ni deux minutes des camarades qui ont la mentalité de possesseurs d'esclaves et qui souhaitent que Poincaré les maintienne sous les bienfaits de la civilisation capitaliste, car c'est Poincaré qui est le mandataire d'un tel groupe puisque c'est lui qui par ses instruments d'oppression sauve les pauvres indigènes de la féodalité, de la barbarie.

Une trahison dans l'action se couvre toujours de l'indépendance, de l'autonomie, de la liberté d'action. On proteste toujours contre les interventions de l'Internationale et du Parti français lui-même. Or il y a beaucoup de choses à changer dans le Parti français. Et nous voyons déjà comme les dissidents se réjouissent de la situation du Parti quand ils écrivent dans les articles qui n'engagent que leur auteur : « La décomposition du Parti Communiste rend l'heure favorable. Il ne s'agit plus maintenant de se défendre, mais de passer à l'offensive vigoureuse, etc. »

La Préparation de la Révolution prolétarienne

Les dissidents prédisent une grande poussée de leur Parti. Voilà une prophétie qui ne se réalisera guère. Au contraire, on peut prédire sans avoir peur de l'art de la sténographie, si les Partis restent comme ils sont maintenant, quand il y a deux nuances devant la masse ouvrière, avec leurs adhérents, deux églises établies avec leur bureaucratie hiérarchique — cela peut durer des années et des décades — mais du moment où quelque chose change radicalement dans le Parti Communiste, où il devient un Parti fait d'une autre manière que les autres et où les ouvriers peuvent voir en lui plus qu'un Parti, mais la préparation de la révolution prolétarienne, on peut prédire alors que les dissidents sont morts, qu'ils n'existent plus, de même que les réformistes de la C.G.T.

Et je vous dis avec une pleine certitude que ce n'est pas la C.G.T.U., par ses propres forces, qui tuera la C.G.T. réformiste. Non. Il n'y a qu'un grand, puissant et vraiment révolutionnaire Parti,

que de voir en lui un facteur progressif pour les colonies.

Il n'y a que le socialisme — après qu'il aura remplacé le capitalisme et étendu son influence aux colonies — qui puisse vraiment les tirer de la « barbarie », c'est-à-dire de la situation retardataire où elles se trouvent.

Tout mouvement colonial qui affaiblit la domination capitaliste dans la Métropole est progressif parce qu'il facilite la tâche révolutionnaire du prolétariat.

Il est évident que la rébellion dans les colonies ne peut être provoquée à un moment arbitrairement choisi. Il faut des conditions spéciales pour qu'un mouvement pareil soit couronné par la victoire. Mais c'est déjà une question de stratégie : il faut toujours choisir le moment et les méthodes propices. Mais cette règle de stratégie n'a rien à faire avec la formule dont nous parlons : esclaves des colonies, restez esclaves jusqu'au moment où nous, êtres suprêmes de la Métropole, aurons changé tout cela, parce que si vous vous privez prématurément de la protection de notre bourgeoisie éducatrice, vous tomberez inévitablement dans votre barbarie naturelle.

englobant toute l'élite de la classe ouvrière qui écrasera totalement le réformisme politique et syndical. Vous le verrez bientôt.

Dans les premières semaines de la lutte contre la franc-maçonnerie, ou contre la Ligue des Droits de l'Homme il y aura des défaillances, des déserteurs qui passeront aux dissidents ; ceux-ci y gagneront tout d'abord, j'en suis sûr, mais ils ne recevront que les déchets et les excréments du Parti Communiste. (Applaudissements)

Vers l'action

Il s'agit de faire des opérations douloureuses, énergiquement, vigoureusement, pour accélérer le processus et pour entamer une grande action pour un Parti révolutionnaire.

Nous vous proposons, au nom de notre commission, un programme d'action qui fut soumis à la commission par la gauche et adopté unanimement, avec des corrections plutôt secondaires.

Il y a, à la base, la possibilité d'entamer maintenant une grande action du Parti, en écartant les éléments qui empêchent cette action révolutionnaire et qu'on ne dise pas, surtout, que ces revendications immédiates peuvent créer un nouveau réformisme dans le mouvement français. A cette époque de décomposition de la société bourgeoise, les revendications immédiates deviennent la clé pour le mouvement vraiment révolutionnaire. Ce mouvement doit se développer avec comme point de départ les comités ou conseils d'usine et comme formule nécessaire : l'unité de front pour donner toutes les possibilités d'action et de succès et comme formule très nécessaire surtout en France, le gouvernement ouvrier.

Les querelles sur ces questions doivent finir, parce que les polémiques sur ce mot d'ordre n'aboutiront qu'à ébranler la conscience ouvrière déjà suffisamment inquiète.

L'idée d'un gouvernement Blum-Frossard n'est que symbolique, pour être indiquée de la manière la plus courte, mais il ne s'agit guère d'une combinaison entre parlementaires, pour la constitution d'un gouvernement possible, parce que pour avoir la majorité dans le Parlement, pour avoir en main les dissidents et les communistes, il faut que la classe ouvrière tout entière vote pour les dissidents et les communistes, et, pour aboutir à ce résultat, il faut que les dissidents n'invitent pas la classe ouvrière à voter pour le bloc des gauches, il faut que les dissidents se détachent du bloc des gauches, de la société bourgeoise. Il faut en première ligne montrer à la classe ouvrière française cette nécessité de se détacher de la bourgeoisie et de s'opposer à elle sous toutes ses formes. Si nous avons la grève du Havre et le massacre d'ouvriers, nous disons aux ouvriers, qu'avec un gouvernement ouvrier, pareils massacres n'auraient pas eu lieu et nos représentants au Parlement doivent dire que la classe ouvrière ne peut pas tolérer un gouvernement Poincaré ou Bloc des Gauches mais seulement un gouvernement représentant la classe ouvrière, et composé d'ouvriers.

Or, nous autres communistes, nous nous orientons de toute notre force vers un gouvernement ouvrier créé par un mouvement révolutionnaire, mais si les ouvriers croient qu'on peut créer un pareil gouvernement par les méthodes parlementaires, nous leur disons : essayez-le, mais pour le faire, il faut se détacher d'abord et totalement du bloc des gauches, des combinaisons bourgeoises.

ses, il ne faut qu'un bloc ouvrier. Si vous vous détachez totalement de la bourgeoisie, mais croyez encore aux méthodes parlementaires, nous vous disons : nous n'avons pas confiance dans cette méthode, mais nous soutenons votre action dès lors que vous vous détachez de la bourgeoisie. Si on nous demande : un gouvernement de coalition, de Partis se réclamant de la classe ouvrière est-il possible, je répondrai : naturellement, mais pas sur la base d'une combinaison parlementaire, mais seulement sur la base d'un grand mouvement qui englobe tous les domaines de la lutte de la classe prolétarienne et aussi le Parlement.

La chose essentielle est que ce mouvement donne à la classe ouvrière cette idée bien simple qu'elle peut créer un gouvernement ouvrier par les ouvriers et pour les ouvriers.

Si vous nous demandez : est-ce que nous serons sûrs que les dissidents ne nous trahiront pas, je vous répondrai : jamais nous n'en serons sûrs. C'est pourquoi même étant en situation de créer un gouvernement ouvrier révolutionnaire avec eux, nous devons les observer avec la même attention et la même méfiance que nos pires ennemis et au moment de leur défaillance, de leur trahison, les jeter hors du gouvernement, comme nous l'avons fait chez nous avec les socialistes-révolutionnaires de gauche qui ont représenté la paysannerie dans le gouvernement ouvrier créé par nous et que nous avons dû rejeter, en gardant tout entier le

gouvernement dans les mains de la classe ouvrière.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier signifie en première ligne l'indépendance absolue de notre Parti. Cette indépendance doit être une chose acquise rapidement.

En France, le Centre va être dans les prochaines semaines responsable de ce travail d'action énergique dans notre Parti Communiste français. Je suis sûr que les explications douloureuses que nous avons eues avec nos camarades français dans la commission et que je vous présente ici sous la forme d'un rapport ne peuvent pas se répéter. Le discours de Frossard nous montre le danger ; je l'ai cité, je l'ai interprété, c'est au centre à y obvier, à écarter définitivement le danger. Je ne vois pas de raison pour la rupture ; je crois au contraire que la situation est extrêmement favorable pour notre Parti français. Il y a la décomposition du bloc national, l'impossibilité absolue des réparations, la difficile situation du bloc des gauches, et je crois que notre Parti tient dans ses mains l'avenir de la France et par cela même de l'humanité tout entière. Nous sommes sûrs qu'inspiré par ces perspectives grandes et majestueuses, le centre fera son devoir jusqu'au bout et qu'au prochain Congrès nous aurons un Parti unifié homogène, révolutionnaire, fidèle à son devoir jusqu'à la révolution victorieuse du prolétariat français. (*Applaudissements prolongés.*)

Pour devenir Membre du Parti Communiste, il faut...

Comment un Parti Ouvrier Révolutionnaire au pouvoir se défend contre la pénétration d'éléments indésirables

Comment un Parti ouvrier révolutionnaire au pouvoir se défend contre la pénétration d'éléments indésirables.

La Conférence panrusse du Parti Communiste de Russie, qui s'est terminée dans les premiers jours d'août a confirmé les décisions du XI^e Congrès concernant l'admission de nouveaux membres dans le Parti.

Ces décisions méritent d'être connues. Elles montrent comment un Parti prolétarien au pouvoir se défend contre la pénétration d'éléments inconscients, intéressés et non prolétariens.

Quiconque veut adhérer au Parti doit subir un stage de candidature pendant lequel il se familiarise avec le programme, la tactique, les statuts du Parti et témoigne pratiquement de ses aptitudes de militant. Pour les ouvriers et les soldats rouges (ouvriers et paysans), la candidature est de six mois. Et elle est d'un an pour les paysans et les artisans. Elle est de deux ans pour tous les autres éléments et pour tous les anciens membres d'autres partis. Cette dernière mesure a pour but d'écarter du Parti les éléments qui lui sont idéologiquement étrangers.

Pour l'admission au Parti, trois catégories sont instituées. Dans la première entrent les ouvriers et les soldats rouges. Ils ont besoin de *trois* recommandations de membres du Parti ayant *trois* ans de stage. Dans la deuxième catégorie, entrent

les paysans et les artisans n'exploitant pas de main-d'œuvre salariée. Les mêmes recommandations leur sont demandées. Dans la troisième catégorie se placent les employés, fonctionnaires, intellectuels, etc. Ils ont besoin de cinq recommandations de membres ayant *cinq* ans de stage. Afin que les recommandations ne soient pas données à la légère, les statuts précisent qu'elles le sont sous la stricte responsabilité du répondant, contre lequel des sanctions peuvent être prises, allant jusqu'à l'exclusion en cas d'abus.

Ces garanties contre la pénétration d'éléments indésirables n'ont pas paru suffisantes. Chaque admission doit être approuvée par plusieurs instances. Le nouvel adhérent est d'abord admis par le noyau de l'entreprise dans laquelle il travaille, puis par l'assemblée générale de la section, puis par le Comité d'arrondissement pour la première catégorie, et par le Comité provincial pour les deuxième et troisième. Quelles que soient leur situation sociale et leurs origines, les ex-membres d'autres Partis doivent présenter cinq recommandations de membres ayant cinq ans de stage.

Les jeunes gens, à l'exclusion des soldats rouges, passent par l'organisation des Jeunesses et par les écoles communistes. Les statuts du Parti énoncent que ne peut appartenir au Parti que celui qui, ne se contentant pas d'en accepter le programme, y milite pratiquement.

L. KAGANOVITCH.

Internationale Communiste et Internationale Syndicale Rouge

Discours prononcé par ZINOVIEV, au IV^e Congrès Mondial

Camarades, c'est mon devoir de vous dire ouvertement, en toute camaraderie, notre point de vue sur l'importante question que vous examinez ici : les relations entre l'I. C. et l'I. S. R. Il me semble qu'en abordant ce problème, il faut commencer par souligner la différence entre la 3^e Internationale et ses précurseurs : la 1^{re} et la 2^e Internationales, au point de vue des relations entre le Parti et les syndicats.

Nous savons tous que la 1^{re} Internationale, dirigée par Marx, était une organisation de lutte du prolétariat mondial, englobant les Partis politiques et les organisations économiques du prolétariat. Elle groupait non seulement des Partis politiques, mais aussi les organisations syndicales existant à cette époque. Elle était idéalement l'organisation rassemblant les forces prolétariennes de toutes armes. Je pense que c'est précisément ce trait particulier de la 1^{re} Internationale qui constituait son côté fort.

A l'époque de la 2^e Internationale, un certain parallélisme s'est constitué et, plus tard, un certain dualisme entre les Partis politiques et les organisations économiques du prolétariat. Des organisations syndicales entièrement indépendantes se sont formées. Elles prétendirent monopoliser la direction de la lutte économique du prolétariat, les Partis de la 2^e Internationale devant se limiter à des tâches purement politiques.

Par la suite, la 2^e Internationale a dû elle-même se convaincre qu'une telle situation était intenable. Il suffit de rappeler la résolution de Stuttgart, en 1917, qui montre que la 2^e Internationale, elle non plus, ne pouvait pas ne pas aboutir à la conclusion de la nécessité du rapprochement des luttes économiques et politiques du prolétariat, et à l'idée que les deux organisations correspondantes du prolétariat doivent lutter conjointement.

Dans les résolutions de Stuttgart, il a été établi que c'est de préférence et surtout aux syndicats qu'appartenait la direction de la lutte économique, cependant que les Partis devaient surtout faire montre de leur activité dans la lutte politique. Ces mots « de préférence » et « surtout » ont une grande importance. La 2^e Internationale a voulu exprimer par là qu'il fallait une certaine répartition du travail. Cependant, la délimitation nette des attributions n'a pas été possible.

La 3^e Internationale, dans toutes les questions, se réclame des traditions de la 1^{re} Internationale. Il en est de même dans cette question extrêmement importante des rapports de la politique et de l'économie. Il me semble que, pour la 3^e Internationale également, c'est là un côté fort. Il va de soi que nous ne pouvons simplement imiter la 1^{re} Internationale dans toutes les questions. Nous ne pouvons édifier tout simplement une organisation unique et grouper tous les syndicats et tous les Partis ouvriers autour d'une Centrale

Unique. Cela est impossible pour cette raison que le mouvement ouvrier a considérablement progressé, est devenu beaucoup plus important. Aussi n'est-il pas possible, à l'heure actuelle, d'organiser la lutte du prolétariat d'une façon absolument identique à celle qui caractérisa l'organisation de la 1^{re} Internationale en 1870. Nous ne pouvons pas c'est là un fait politique aussi bien qu'économique. Et si aujourd'hui les grands entrepreneurs, sous menace de renvoi, exigent des ouvriers qu'ils leur présentent une carte de membre des organisations fascistes, n'est-ce pas là une manifestation d'une lutte politique ?

Dites-moi quelle importance a la lutte contre les 8 heures, qui acquiert le caractère d'un phénomène général, international ? Chacun comprend que cette lutte est non seulement un phénomène économique important, mais qu'elle a aussi un caractère politiquement nettement marqué. Et s'il pouvait y avoir jusqu'à présent quelque doute à ce sujet, les capitalistes eux-mêmes font tous leurs efforts pour que les ouvriers retardataires ouvrent les yeux et voient que l'économie n'est qu'un revers du politique et *vice versa*.

Les rapports entre l'I. C. et l'I. S. R.

C'est pourquoi il apparaît étrange que précisément, maintenant, on pose la question de reviser les rapports entre l'I. C. et l'I. S. R. Quelles sont les conjonctures dans lesquelles notre Congrès examine cette question ? C'est au moment où l'offensive du capital atteint le plus haut point d'acuité. Cette offensive est loin d'être terminée ; on n'en voit pas encore la fin ; elle ne fait qu'entrer dans la deuxième phase de son développement. Ainsi, nous examinons les formes de liaison entre l'I. C. et l'I. S. R. au moment où la bourgeoisie mobilise toutes ses forces contre le prolétariat, où elle procède à leur concentration afin d'écraser le prolétariat. Et c'est à ce moment que nous nous arrêtons sur la question de savoir si la liaison entre l'I. C. et l'I. S. R. n'est pas trop étroite.

Cette situation est très nettement comprise par tous les éléments véritablement révolutionnaires laisser de côté soixante ans de lutte du prolétariat qui nous séparent de cette période. Mais ne s'agit pas d'imiter simplement la 1^{re} Internationale ; il s'agit de lui emprunter et de transporter à notre époque la véritable essence prolétarienne qui est sa caractéristique essentielle. Dès ses premiers pas, la 3^e Internationale a cherché dans son activité pratique à souligner l'inséparabilité et l'unité des luttes économique et politique du prolétariat, et a pris nettement position contre tout dualisme.

Il n'est évidemment pas besoin de démontrer au présent Congrès que la politique et l'économie sont étroitement liés. Il suffira, me semble-t-il, de s'ar-

réter sur quelques exemples récents. Prenons la France : que s'est-il passé au Havre il y a quelques semaines ? La lutte qui s'est déroulée là-bas était-elle politique ou économique ? Nous savons que cette lutte, commencée par des revendications économiques, entraîna les ouvriers à engager une campagne de protestation politique, que le pouvoir s'en mêla et que le sang ouvrier a coulé. Ainsi, ce qui s'est passé au Havre a été incontestablement et dans la même mesure, aussi bien une lutte économique qu'une lutte politique.

Ou bien, regardons l'Italie. (Pour des raisons que vous comprenez bien, je cite spécialement des pays romains). Que se passe-t-il en Italie ? Mussolini y organise des syndicats fascistes. Dites-moi, s'il vous plaît, qu'est-ce donc ? Est-ce un phénomène politique ou économique ? Il est évident que du prolétariat, et cependant on soulève encore une fois la question de la liaison entre ces deux organisations, au moment, je le répète, où l'unification de toutes les organisations révolutionnaires, économiques et politiques, est plus nécessaire que jamais.

Les anarchistes-syndicalistes

Camarades, dans cette question, notre attitude à l'égard des anarchistes-syndicalistes joue un rôle extrêmement important. Comme nous le savons tous, la 2^e Internationale a frappé d'ostracisme et exclu de son organisation quiconque était plus ou moins anarchiste. Les chefs de la 2^e Internationale ne voulaient avoir rien de commun avec ces éléments-là. Leur attitude était la même à l'égard des syndicalistes. La 3^e Internationale a rompu avec cette tradition. La 3^e Internationale, née dans les tempêtes de la guerre mondiale, se rend parfaitement compte qu'il est nécessaire d'avoir une attitude toute différente à l'égard des syndicalistes et des anarchistes. Je rappellerai aux camarades qu'au 1^{er} Congrès de l'Internationale Communiste, en 1919 déjà, une résolution spéciale à ce sujet fut adoptée et le manifeste comportait un paragraphe spécial où il était dit que notre attitude à l'égard des anarchistes et des syndicalistes était autre que celle de la 2^e Internationale. Nous avons alors déclaré ouvertement : les vieilles positions d'avant-guerre n'existent plus. Nous étions de cet avis que la classe ouvrière a traversé pendant la guerre une crise tellement grave que des changements profonds se sont opérés dans son sein et que les anciennes mesures et les anciens rapports n'étaient plus applicables. Au 1^{er} Congrès de l'I. C., nous disions : « Personne ne pose la question : t'appelles-tu anarchiste ou syndicaliste ? Nous te demandons : es-tu adversaire ou partisan de la guerre impérialiste, te prononces-tu pour une lutte de classe implacable ou non, es-tu pour ou contre la bourgeoisie ? Si tu es pour la lutte contre l'ennemi de classe, tu es nôtre... »

Nous voyons clairement qu'il fallait un regroupement profond des masses ouvrières, et que le processus de ce regroupement est déjà commencé, quoiqu'il ne soit peut-être pas encore terminé. Il est clair qu'aujourd'hui, au IV^e Congrès de l'I. C. et au II^e Congrès de l'I. S. R., notre attitude envers les anarchistes et les syndicalistes ne peut rappeler celle de la 2^e Internationale. Nous estimons que tous les anarchistes et tous les syndicalistes qui sont partisans sincères de la lutte de classe sont nos frères.

Cependant, au cours de la dernière année, les plus mauvais éléments anarchistes et syndicalistes ont mené contre nous une offensive selon toutes les règles de l'art militaire. Il a été consacré

à votre Congrès suffisamment d'attention à ce thème. La question a été particulièrement mise en relief hier par le camarade Monmousseau, dont nous lirons avec plaisir le discours sténographié. Les anarchistes ont organisé contre nous toute une série d'attaques. Malgré cela, nous ne nous proposons pas de reviser notre attitude à l'égard des anarchistes et des syndicalistes. Nous restons sur nos positions. En tant que marxistes, nous nous armerons de patience jusqu'à ce que le cours même de la lutte de classe amène dans nos rangs les éléments prolétariens qui restent encore en dehors de notre organisation. A l'I.S.R. incombe la tâche d'unifier tous les ouvriers qui se placent au point de vue de la lutte de classe.

Au dernier Congrès, nous avons précisé dans une résolution spéciale notre attitude à l'égard des *Ouvriers Industriels du Monde*, du mouvement anglais des délégués de fabriques, des différents groupements « sans-parti », du prolétariat dans le domaine syndical. De toutes les façons, nous avons soutenu tout mouvement à l'intérieur des vieilles organisations syndicales qui donnerait l'espoir de se transformer en mouvement révolutionnaire. J'estime qu'à l'heure actuelle, ayant derrière nous toute une série d'actions hostiles des anarchistes et des syndicalistes, nous ne devons cependant pas perdre l'équilibre et changer d'attitude à l'égard des anarchistes et des syndicalistes. Il est nécessaire de conserver les positions du 1^{er} Congrès de l'I.C.

La crise du mouvement ouvrier

Le mouvement ouvrier traverse une crise des plus graves, de profonds regroupements et changements sont inévitables dans la classe ouvrière et cela demandera plusieurs années. Nombre d'ouvriers qui aujourd'hui encore suivent les anarchistes, viendront demain à nous. Quand je dis demain, il ne faut pas le comprendre à la lettre, mais dans le sens historique. En considération de cela, nous en venons à la nécessité de faire toutes les concessions possibles.

Nous sommes pour l'unité des organisations syndicales : pour l'I.C., ceci n'est pas une phrase jetée à la légère, mais un principe essentiel de notre politique. A notre Congrès, le camarade Rosmer a dit que l'I.C. a sauvé par deux fois le mouvement ouvrier. La première fois, en 1920, lorsque l'I.C. s'opposa de la façon la plus énergique à la tendance d'abandonner les vieilles organisations syndicales. La seconde fois, lorsqu'elle préconisa la tactique du front unique. Dans cette déclaration, il y a peut-être de l'exagération ; on ne peut pas dire que l'I.C. a « sauvé » le mouvement ouvrier, car si celui-ci s'engage dans une voie erronée, il saura tout de même rectifier sa route tôt ou tard. Mais on ne peut pas nier le mérite de l'I.C., en ce qu'elle s'oppose énergiquement à la tendance qui, en 1919, se manifesta dans les mouvements anglais, américain et allemand, d'abandonner les vieilles organisations syndicales. Et nous ne nous repentons pas de l'avoir fait, et si nous avions ainsi aidé au maintien de l'unité syndicale, nous défendrons d'autant plus énergiquement cette unité aujourd'hui.

Il nous arrive parfois, dans notre polémique contre les amsterdamistes qui provoquent d'une façon aussi insolente la scission, de dire que nous ne les craignons pas, eux et leur scission. Mais on le dit dans l'ardeur de la lutte. En réalité, nous devons reconnaître et déclarer fermement que nous avons peur de la scission syndicale, qu'elle nous effraie comme le plus grand danger et le plus grand malheur menaçant le mouvement

ouvrier. Chacun de nous doit se rendre compte que les amsterdamistes et les social-démocrates exécutent aujourd'hui une mission de la bourgeoisie. Il ne faut pas le comprendre à la lettre, mais objectivement tout leur travail se ramène à la démolition des vieilles organisations syndicales. Les amsterdamistes comprennent qu'historiquement leur rôle est joué, que dans un an, trois ans, cinq ans (personne ne saurait le prédire), les organisations syndicales deviendront nôtres, car dans le mouvement syndical, l'avenir est à nous. Les plus grands succès sont incontestablement assurés à l'I.S.R. au cours des prochaines années. Les amsterdamistes le sentent, car ils ont du flair — qualité qu'on ne peut leur nier. C'est pourquoi ils cherchent aujourd'hui à briser les organisations syndicales, atteignant ainsi un but essentiel de la bourgeoisie.

Et c'est pourquoi, nous le disons ouvertement, nous craignons la scission ; nous ferons tout notre possible pour l'éviter ; nous sommes prêts à faire au nom de la conservation de l'unité du mouvement syndical des concessions qui, pour nombre de nos camarades, paraîtront peut-être exagérées. Mais nous estimons qu'il n'y a pas de prix trop élevé pour conserver l'unité syndicale, cette arme que rien ne saurait remplacer dans la lutte libératrice du prolétariat.

Tel est notre point de vue : il n'y a là-dedans ni diplomatie, ni stratégie. Il découle de la conviction profonde de l'I.C. qui saura lutter pour l'unité du mouvement syndical. Oui, il fut un temps où il fallait briser les organisations politiques afin d'ouvrir les yeux à la classe ouvrière, afin de nous délier les mains pour l'agitation. Cette période est passée. Aujourd'hui nous avons 62 Partis Communistes et il n'y a presque pas de pays où il n'existe pas un noyau de Parti Communiste. Dans cette bataille, l'I.C. a vaincu. Aujourd'hui, la lutte est engagée pour la conquête de l'unité syndicale. Et comme il y a trois ans nous avons parlé sans crainte de la scission, aujourd'hui de même, sans crainte et ouvertement, nous parlerons, nous agirons et nous lutterons pour l'unité syndicale. Telle est la perspective générale dans laquelle nous envisageons le présent et l'avenir du mouvement ouvrier. Il est clair qu'à l'égard des anarchistes et des syndicalistes, nous devons nous réclamer du front unique et qu'il faut trouver une langue commune avec ces camarades ainsi que des formes de groupement qu'ils pourraient accepter.

Dans son très beau discours, le camarade Monmousseau a dit à propos du Parti : « Nous ne sommes pas contre le Parti. Au contraire, nous sommes pour un Parti véritablement révolutionnaire, mais nous sommes contre les politiciens des Partis socialistes ». Ce sont là des paroles d'or. Et je pense que nous aussi, nous devons dire très clairement : Nous aussi, nous sommes contre les politiciens, nous les haïssons de toute notre âme, nous abhorrons ce type d'hommes parce qu'ils sont les véritables sauveteurs de la bourgeoisie et de sa domination...

Je prie les camarades français de ne pas oublier ceci : il y a aussi des politiciens en dehors du domaine purement politique : il y a, si l'on peut dire, des politiciens pseudo-politiques qui luttent dans le mouvement syndical en y faisant une politique de bas étage. Ce type de politiciens n'est pas moins repoussant que le type parlementaire, le type des politiciens spécialistes. Nous avons pour tâche de combattre également ces deux types, et vous savez qu'il y en a aussi parmi les syndicalistes et les anarchistes.

L'Internationale d'Amsterdam

Quant aux gens d'Amsterdam, la liaison organique avec la 2^e Internationale ne leur fait pas peur. Prochainement, se réunira à La Haye le Congrès dit Congrès de la Paix, convoqué par eux. Or, savez-vous que c'est M. Henderson en personne qui sera rapporteur à ce Congrès ? Vous le connaissez bien. C'est un leader de la 2^e Internationale. Henderson est un des plus ignobles représentants de cette Internationale, et en même temps il intervient au nom de l'Internationale d'Amsterdam. Vous le voyez, Amsterdam ne craint pas la liaison organique, pas plus que la bourgeoisie ne craint de faire usage de toutes ses organisations contre la classe ouvrière. Il s'ensuit que nous, ouvriers révolutionnaires, nous devons bien nous rendre compte qu'un contact intime entre les organisations économiques et politiques du prolétariat n'est pas une espèce de luxe qu'on peut se permettre, n'est pas le fait d'une théorie abstraite. Non, nous devons le dire une fois pour toutes : c'est la cruelle nécessité de lutte de classe quotidienne qui le veut ainsi. Si nous voulons non seulement lutter, mais vaincre, nous devons avoir une organisation conforme à ce but.

Dans certains cas, on est bien obligé de tenir compte même des préjugés. D'ailleurs, il y a des préjugés et préjugés. Il y a des préjugés qui mènent les masses et même d'excellents révolutionnaires. Mais il y a aussi les préjugés des diplomates et des placés en marge de ces masses. Dans la situation actuelle, nous sommes obligés de céder à un préjugé qui, malheureusement, est encore puissant parmi d'excellents éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier contemporain. Nous devons le dire franchement à nos amis français.

La situation en France.

Oui, camarade Montmousseau, ce qui se passe ici en ce moment revient à dire que nous accueillons certains préjugés nourris par les éléments révolutionnaires des pays latins. Quand nous nous rencontrerons de nouveau, cher camarade Montmousseau, au 3^e Congrès de l'I.S.R., vous devrez reconnaître vous-mêmes, j'en suis certain, que tout cela était bien inutile. Il est évident que l'I.S.R. et l'I.C. doivent être en liaison. Mais en l'an de grâce 1922, dans les conditions actuelles, tenant compte des préjugés des ouvriers français, nous devons leur dire que nous sommes prêts à faire certaines concessions au nom de notre lutte commune et dans le but d'écarter au plus tôt ces préjugés.

Bien des choses ont déjà changé devant nos yeux ; certains camarades défendaient avec acharnement la fameuse Charte d'Amiens, qui intervient maintenant contre cette Charte, comme par exemple, le camarade Monmousseau. Un an, plusieurs années peut-être, s'écouleront et le même Monmousseau, j'en suis bien certain, nous démontrera d'une manière tout aussi éclatante que les conditions qu'on nous pose en ce moment ne sont plus qu'un anachronisme. Les camarades des autres pays, nourris d'autres traditions, doivent comprendre que nous abordons ici cette question au point de vue de l'Internationale dans son entier, car on ne doit juger et agir que sous l'angle des intérêts de toute l'Internationale.

Le mouvement ouvrier français dans son ensemble a une très grande importance pour l'Internationale. Pour employer le langage arithmétique, on peut dire que le mouvement ouvrier français compte pour 50 % de toute l'Internationale.

Pourquoi ? Parce que Paris et la politique de la bourgeoisie française sont le foyer de l'impérialisme mondial et le cœur de la réaction mondiale. La tâche du jour consiste à vaincre les préjugés du mouvement ouvrier français et à créer en France un Parti groupant les masses. C'est la tâche la plus importante de l'Internationale. Dans ces conditions nous devons être prêts à faire la concession nécessaire. Il serait également néfaste pour l'I.C. et pour l'I.S.R. à la fois de faire cet acte sans nous rendre compte de sa signification réelle. Nous devons dire ouvertement à nos amis français que ce que nous faisons constitue une concession aux préjugés du mouvement ouvrier français, la rançon de l'état arriéré du mouvement français qui ne peut pas marcher autrement du même pas que l'Internationale. Oui, nous sommes prêts à faire cette concession, mais nous le disons encore une fois, nous y sommes forcés à un moment où la bourgeoisie concentre toutes ses forces en vue d'une offensive implacable contre la classe ouvrière, nous perdons notre temps à discuter de quelle manière affranchir certains syndicalistes de leurs craintes d'être assujettis au Parti.

Le camarade Monmousseau déclare dans son discours que le Parti Communiste français ne s'est jamais placé au point de vue de la véritable lutte de classe. Il y a là, peut-être, une certaine exagération. Mais il serait puéril de nier que cette affirmation renferme une partie de vérité. Il est bien vrai que le Parti Communiste français n'est pas encore un Parti Communiste authentique ; les camarades français ont dû le reconnaître eux-mêmes. Le processus qui se déroule aujourd'hui en France, c'est le processus de l'enfantement du Parti Communiste qui se fait dans des conditions très douloureuses. Mais il n'en reste pas moins qu'un Parti Communiste se constitue. C'est encore là un des motifs qui explique pourquoi les préjugés sont si vivaces en France : il est tout naturel que partout où il n'y a pas encore de véritable Parti Communiste, les syndicalistes révolutionnaires se méfient des Partis politiques et, de notre côté, nous ne tenons compte que des Partis qui marchent véritablement à l'avant-garde des masses, dans la lutte de classe. Donnez-vous la peine de lire nos thèses adoptées au 2^e Congrès de l'I.C., vous pourrez voir quels sont les Partis Communistes qui reconnaît l'I.C. Ces thèses parlent d'un Parti qui est la véritable avant-garde prolétarienne. Qu'est-ce qu'un Parti ? Cela veut dire littéralement « partie », et de plus, la meilleure partie, la partie la plus avancée, et non pas une bande de politiciens que nous haïssons de tout notre cœur. Ainsi donc, le Parti est la portion la meilleure, la plus consciente de la classe ouvrière, la portion qui marche aux premiers rangs dans la lutte, qui a la plus grande expérience de la lutte, qui marche en tête de sa classe. Partout où un tel Parti n'existe pas, nous ne songeons pas à demander la direction du mouvement ouvrier pour le Parti. Un tel Parti ne peut pas être créé dans le courant d'un mois, ni même d'une année.

Nous comprenons bien l'origine de tous ces différends en France. Ici, comme dans les autres pays latins, d'autres traditions, une autre idéologie existent. Nous savons que dans la 1^{re} Internationale également, les frottements intérieurs et les difficultés sont venus surtout des pays latins. Certes, les Français peuvent nous dire : « C'est à vous qu'incombe la principale responsabilité d'un tel état de choses, puisque Bakounine était Russe. » J'accepte ce reproche, mais il ne s'agit pas ici de personnalités isolées, mais de traditions qui do-

minent des générations entières de la classe ouvrière. Il est temps maintenant d'effacer à jamais la ligne de démarcation qui sépare le monde ouvrier latin du prolétariat des autres pays. Ce trait de démarcation, cette frontière constituent pour la bourgeoisie le meilleur instrument d'asservissement de la classe ouvrière. Nous devons faire tout ce qui dépend de nous pour supprimer cette division.

Pour l'union

Il me semble que maintenant, après le discours du camarade Monmousseau, les obstacles que nous avons à surmonter ne sont plus aussi considérables que par le passé. C'est un discours digne d'un véritable leader de la classe ouvrière. Puisque des camarades français expriment le vœu de voir supprimer la représentation réciproque de l'I.C. et de l'I.S.R., je me crois en droit, dans les conditions actuelles, d'accepter ces conditions au nom de tout le Congrès communiste. Et je dis : alors même que nous commettrions en l'espèce une grande faute d'organisation, cela ne pourrait pas avoir des conséquences bien dangereuses. Mais d'autre part, nous devons nous rendre compte de la voie dans laquelle nous nous engageons. Nous devons faire comprendre à la classe ouvrière que ce n'est pas une solution idéale de la question ; au contraire, les conditions de notre lutte contre le capital dictent impérieusement une liaison intime des organisations politiques et économiques du prolétariat.

Le camarade Monmousseau a dit qu'à son avis les syndicats ne devaient pas être considérés comme l'axe de la révolution. Nous sommes du même avis. A la question de savoir qui marchera en tête de la révolution, nous répondons : « L'Internationale Communiste dans son entier et les Partis Communistes dans leurs pays respectifs ». Et, bien que nous n'ayons en France qu'un petit Parti Communiste, bien que nous soyons en minorité dans un grand nombre de pays, nous sommes certains que c'est le Parti Communiste qui représente l'axe de la future révolution prolétarienne. L'Internationale Communiste et les Partis Communistes marcheront en tête de la révolution prolétarienne : mais il n'en est pas moins vrai que les syndicats ont une importance énorme dans cette révolution. Le Parti ne pourra remplir son rôle historique qu'à condition de réaliser un contact permanent et intime avec les syndicats.

Je me souviens du discours d'un camarade espagnol, le syndicaliste Pestana, au 2^e Congrès de l'I. C., où il représentait la Confédération du Travail espagnole. On discutait à propos des Partis Communistes. Pestana se déclara aversaire des Partis. « Cependant, dit-il, s'il faut absolument qu'il y ait un Parti, on pourrait peut-être s'accorder sur la création d'un Parti Communiste après la victoire de la révolution prolétarienne, pour pouvoir continuer, à l'aide de ce Parti, la révolution. » Il avait dit cela pour nous consoler, nous autres Russes. En effet, après la révolution, il faut bien qu'il y ait quelqu'un pour gouverner, et c'est dans ce but que devrait être constitué, selon lui, le Parti Communiste, mais pas avant. Nous avons rappelé à Pestana, à cette époque, l'histoire de la grande Révolution de la bourgeoisie française. Nous lui avons fait remarquer que les Partis de la bourgeoisie avaient surgi avant et non après la Révolution, parce qu'ils étaient un facteur actif de cette révolution. Pestana est probablement un homme de bonne foi, qui parle

avec franchise, mais malheureusement bien arriéré pour venir, avec un tel bagage, dans un Congrès mondial du prolétariat.

Ne voyez-vous pas, camarades, que c'est là une manifestation de victoire morale de la bourgeoisie ? N'est-ce pas un signe de la force de la bourgeoisie que l'existence dans la classe ouvrière d'opinions aussi arriérées ? Il est peu probable qu'on puisse trouver dans les rangs bourgeois quelqu'un pour venir affirmer à un congrès que la bourgeoisie n'a pas besoin de Parti politique. Quant à moi, je crois que le moindre fils à papa qui a atteint sa sixième année, comprend la nécessité d'un Parti, et d'un Parti puissant. Quand la bourgeoisie se scinde en deux ou trois parties, c'est là un fait d'une importance secondaire. Quel malheur pour la classe ouvrière de ne pas comprendre cette vérité élémentaire ! C'est ce qui explique l'hégémonie de la bourgeoisie qui demeure au pouvoir malgré le profond mécontentement qui soulève le prolétariat. Il faut absolument que nos amis français admettent que les tites discordes entre communistes et syndicalistes, mais de la façon d'organiser la lutte émancipatrice du prolétariat.

Qu'importe que Pestana mène derrière lui, dans la lutte, un million ou un demi-million d'ouvriers s'il n'a pas compris que pour vaincre il faut organiser la direction de la classe ouvrière ; il faut qu'il y ait une avant-garde ouvrière compacte et consciente. N'est-il pas évident que la classe ouvrière doit avoir une tête pour la conduire en colonnes compactes contre la bourgeoisie ? Si Pestana n'a pas compris cela, les cinq cent mille qui le suivraient, auraient beau faire des grèves, déclencher des insurrections armées, verser leur sang, Pestana lui-même aurait beau se sacrifier, ils n'arriveraient pas à vaincre la bourgeoisie dans ces conditions. De cette manière, on ne peut que conduire la classe ouvrière de défaite en défaite. Il faut que les syndicalistes comprennent bien cela, car il s'agit là, réellement, de la possibilité de vaincre la bourgeoisie.

Oui, nous sommes les héritiers de la Commune de Paris, mais nous ne voulons pas l'imiter en toute chose. La Commune de Paris savait se battre glorieusement, mais elle n'a pas su vaincre, surtout parce qu'elle n'a pas eu de Parti prolétarien unique. Elle recelait, dans son sein, trois tendances, pour le moins, et personne ne savait au juste ce qu'on voulait. Si nous voulons faire la part des traditions glorieuses de la Commune de Paris, nous élèverons la classe ouvrière dans l'esprit de sacrifice manifesté par les communards ; mais nous aurions tort d'imiter ceux-ci en nous lançant dans la révolution sans préparation, sans avoir de Parti puissant. Nous ne voulons pas seulement renouveler l'héroïque insurrection de la Commune, nous voulons vaincre à tout prix. Pour cela, il faut que le prolétariat ait une tête lucide, autrement dit un Parti Communiste compact et discipliné.

Vers la victoire ouvrière

Telles sont les raisons qui nous déterminent à faire cette concession à nos camarades, les syndicalistes français. Nous ne sommes pas figés dans un dogme. Nous ne renonçons pas à rechercher, en France, une autre solution des rapports de l'I.C. et de l'I. S. R., conforme à la situation. Nous disons ouvertement que le mouvement ouvrier français nous importe bien plus qu'une dizaine de constructions théoriques. Nous sommes convaincus que l'avenir prochain montrera à la partie la

plus consciente de la classe ouvrière que c'est nous qui avons raison en exigeant une liaison intime entre l'I. C. et l'I. S. R., entre les Partis Communistes et le mouvement syndical. Quant aux formes de cette liaison, c'est là une question d'importance secondaire.

Le Congrès de l'I. C. a adopté une résolution autorisant le nouvel Exécutif à examiner cette question conjointement avec le Bureau Exécutif de l'I. S. R. pour trouver la forme la plus acceptable d'une liaison étroite entre ces deux organes. Il n'y a qu'une chose sur laquelle nous insistons : le moment actuel exige de nous l'unité, l'unification des forces de toutes les organisations politiques et économiques. Toutes les manifestations de la lutte de classes, que ce soit en Amérique ou en Yougo-Slavie, en Angleterre ou au Japon, clament la nécessité des liens les plus intimes entre l'I. S. R. et l'I. C. C'est ce que nous ne devons pas oublier une seule minute.

Considérant cet axiome, nous sommes prêts à faire toutes les concessions utiles dans la question d'organisation. Nous les ferons, fermement convaincus que cet acte fera époque dans le mouvement ouvrier contemporain. Les barrières qui divisent les pays latins et les autres nations seront supprimées, les ouvriers français et ceux des autres pays latins se mêleront dans nos rangs.

L'I. C. est prête à tendre la main à nos camarades de la C. G. T. U. Nous avons dû dire plusieurs amères vérités à nos camarades français. Nous espérons qu'ils ne nous en voudront pas, car le 2^e Congrès de l'I. S. R. passera, mais tous les problèmes importants du mouvement ouvrier international restent. Toutes les vérités doivent être dites, car nos efforts tendent vers la victoire de la classe ouvrière. Dans cet ordre d'idées, notre résolution est un fait positif.

Nous ne pouvons pas oublier que les camarades français, malgré leurs idées arriérées, par leur passé et par leur présent témoignent d'un dévouement infini pour la révolution. Il est certain que les ouvriers français pourront bientôt surmonter leurs défauts et occuper la place qui leur revient historiquement dans le mouvement ouvrier. J'ai foi en ce que notre résolution aboutira à notre rapprochement non seulement avec la C. G. T. U., mais aussi avec le prolétariat français dans son entier. Notre résolution tend à réaliser un véritable rapprochement avec le prolétariat français et le développement de la conscience de classe de ce dernier.

Ce que nous faisons, ce n'est pas pour les beaux yeux de tel ou tel leader, mais pour gagner à la révolution les ouvriers syndicalistes ou sans-parti qui, jusqu'à présent encore, ne se sont pas débarrassés de leurs préjugés traditionnels. Nous sommes convaincus que notre résolution n'aura pas pour conséquence d'affaiblir les liens qui existent entre l'I. C. et l'I. S. R. La meilleure preuve en est que notre résolution n'a pas été inventée au fond d'un cabinet de travail, elle est l'expression d'une liaison qui existe dans la vie entre les organisations politiques et économiques du prolétariat. Cette liaison, c'est celle de la main gauche et de la main droite du prolétariat, c'est celle de la classe ouvrière avec son avant-garde.

Cette liaison continuera d'exister, c'est celle qui donnera à la classe ouvrière la victoire sur la bourgeoisie.

(Applaudissements prolongés.)

A la mémoire de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht

Il y a aujourd'hui quatre ans que Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht furent assassinés par les officiers de Noske, à la solde des Ebert et des Scheidemann. Nous ne voudrions pas laisser passer ce jour, sans consacrer quelques pages à la mémoire de ces grands martyrs, dont l'esprit est plus vivant que jamais parmi nous.

Voici, à cette occasion, la traduction de quelques passages d'un document inédit en France et récemment publié en Allemagne par Julian Gumperz dans un recueil intitulé : *Karl Liebknecht. Reden und Aufsätze. (Karl Liebknecht. Discours et Essais)*. Il s'agit de l'appel que lança le Comité directeur du P.C. allemand (ligue spartakiste) aux prolétaires et aux soldats révolutionnaires d'Allemagne, le lendemain de la mort de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht.

Prolétaires et soldats révolutionnaires d'Allemagne, on vient d'assassiner Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg !

*Soldats révolutionnaires d'Allemagne !
Ouvriers et ouvrières,*

Le gouvernement d'Ebert et de Scheidemann vient de faire assassiner Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Devant leurs cadavres ensanglantés les paroles sont trop faibles pour exprimer les sentiments qui remplissent, qui déchirent notre cœur est le vôtre ! Les lamentations et les malédictions sont inutiles ! Rosa et Karl resteront toujours dans le cœur du prolétariat allemand, dans le cœur du prolétariat international, ceux qui au moment où la social-démocratie livrait les ouvriers allemands au Moloch de la guerre, brandirent vaillamment l'étendard de la révolution et qui pendant toute la guerre du fond de leur prison ou de leur forteresse appelèrent au combat les ouvriers, les incitant à se libérer du capitalisme assassin. De toute éternité, leurs noms resteront inscrits au livre d'or de l'Internationale, pour avoir au moment où le prolétariat mondial s'entredéchirait, déclaré la guerre au capital mondial et crié bien haut : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Il ne s'agit pas à présent de se lamenter, il ne s'agit pas d'aller tuer dans une rage aveugle ceux qui se sont rendus coupables de ces meurtres. Devant ces cadavres sanglants, il s'agit de jurer que nous hisserons l'étendard de la révolution prolétarienne au sommet de la citadelle du capitalisme, sur le toit qui abrite le gouvernement de traîtres qu'est le gouvernement social-patriote. Dans cette lutte, il ne faudra pas nous laisser diriger par des sentiments mais bien par une claire intuition, par le froid calcul.

Camarades ! tôt ou tard notre victoire est certaine. Le gouvernement qui est le chien de garde du capital ne saura rien faire contre la misère croissante. Le gouvernement qui est à plat ventre devant le capital de l'Entente n'en recevra pas de pain. Il n'en recueillera que des coups de pieds. Il n'osera pas non plus chercher du pain chez les junkers et les gros paysans. Il a rompu avec la Russie ; avec la Russie des prolétaires, qui nous avait offert du pain. La faim et la misère

mèneront à nous les ouvriers qui suivent encore les Scheidemann et les Ebert. Plus tôt qu'ils ne le croient les *Scheidemann* seront saisis à la gorge par la révolution prolétarienne qu'ils viennent de vaincre, désarmer et décapiter.....

Ouvriers et ouvrières ! Soldats de la révolution ! Allez de fabrique en fabrique, d'atelier en atelier, de caserne en caserne, évoquez devant vos camarades les cadavres sanglants de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, et dites-leur :

Ceux qui nous ont exploités et opprimés pendant des décades : les fabricants, les junkers, les banquiers et les gros commerçants, ceux-là dilapident la fortune que vous leur avez procurée, mais Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, dont toute la vie a été vouée à la libération du prolétariat, sont étendus là, morts devant vous, frappés par les créatures de Scheidemann et d'Ebert. *Pouvez-vous voir cela sans vous révolter ?*

Les Bethmann, les Jagow qui nous ont jetés dans le massacre ; les Ludendorff, les Hindenburg, les Falkenhayn, qui nous ont saignés à blanc, vivent libres, ils voyagent à l'étranger avec l'autorisation du gouvernement Ebert-Scheidemann. Et c'est à eux : aux Hindenburg et aux Lüttwitz, que le gouvernement Ebert-Scheidemann donne sur vous le droit de vie et de mort ; Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, qui vous ont couverts de leurs corps pour vous protéger contre le Moloch de la guerre, sont étendus là, morts devant vous ! *Pouvez-vous voir cela sans vous révolter ?*

Et si vous avez réussi à éveiller chez les ouvriers et les ouvrières d'Allemagne un sentiment de révolte contre pareille injustice, alors dites-leur encore :

Il faut lutter ! Le jour où ce qui fut mortel en Rosa Luxembourg et en Karl Liebknecht sera porté en terre, pas un seul prolétaire conscient ne pourra rester dans sa fabrique ou dans son atelier à travailler pour les capitalistes. Tout prolétaire digne de ce nom devra ce jour-là descendre dans les rues et, rejoignant les masses ouvrières qui suivront dans le calme et le recueillement la dépouille de leurs grands défenseurs, il proférera les cris de guerre suivants :

A bas le gouvernement Ebert-Scheidemann, qui protège les capitalistes et assassine les précurseurs de la révolution prolétarienne !

A bas leurs complices, les généraux et les officiers de l'empereur ! A bas la garde blanche et ses mercenaires !

Renversons les conseils d'ouvriers et de soldats qui soutiennent ce gouvernement d'assassins.

Elisons de nouveaux conseils d'ouvriers et de soldats !

Renversons l'assemblée nationale de la bourgeoisie et ses laquais social-patriotes !

Que tout le pouvoir passe aux mains des conseils d'ouvriers et de soldats prolétaires !

Couvrez les dépouilles de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht de bannières qui répandent ces mots d'ordre dans le monde, et quand ils seront sous terre, portez ces cris de guerre, qui furent les leurs, dans vos ateliers et dans vos casernes, et ne cessez de crier jusqu'à ce que leurs lâches assassins soient renversés, jusqu'à ce que la libération du prolétariat soit un fait accompli. Alors, nous, peuple libre, sur une terre libre, nous érigerons à nos deux grands précurseurs assassinés, un monument plus haut et plus indestructible que les pyramides d'Egypte : la République des Soviets d'Allemagne !

16 janvier 1919.

Le C.D. du P.C. d'Allemagne.

Dictature et contre-révolution économique

Nous disons aux camarades, syndicalistes et libertaires, qui discutent encore le principe de la dictature du prolétariat :

— La bourgeoisie expropriée dans une cité ou dans un pays, il faudra que vous défendiez votre « patrie communiste » naissante contre les agressions extérieures et, pour cela, que vous organisiez la guerre, donc l'armée rouge.

Il faudra que vous réprimiez, dans la cité ou dans le pays, les complots de la contre-révolution et, pour cela, que vous organisiez votre appareil de coercition.

Il faudra que vous organisiez le ravitaillement et le fonctionnement des services publics, malgré le sabotage des ennemis et l'incompréhension des neutres ; et pour cela que vous agissiez d'après un plan d'ensemble concerté à l'avance, avec l'autorité.

Il faudra, enfin, que vous assuriez, dans la plus large mesure possible, la continuité de la production.

Et pour accomplir toutes ces tâches — faute de quoi votre révolution serait infailliblement vaincue — vous devrez constituer vous-mêmes une organisation exerçant sur ses membres un contrôle moral efficace, disciplinée ayant une tête (un parti) ; cette organisation — ouvrière dans son essence, car la paysannerie, relativement attardée, n'aura pas le rôle principal dans les événements — exercera le pouvoir (sous peine de ne rien pouvoir) dictatoriallement.

Telle est notre preuve théorique la plus simple, la plus inattaquable aussi, de l'inévitabilité de la dictature du prolétariat, exercée par le groupement de classe le mieux organisé.

Cette épreuve, complétons-la en envisageant un aspect du problème trop négligé jusqu'à présent par les révolutionnaires : le combat avec la contre-révolution économique.

Elle est infiniment dangereuse. Les armées de la bourgeoisie peuvent, un jour, se retourner contre elle. Les polices les mieux faites ne constituent jamais qu'un mécanisme de coercition que la violence ouvrière peut briser en quelques heures. Mais, au lendemain de l'insurrection victorieuse, le prolétariat trouvera-t-il dans son sein les techniciens, les organisateurs, les administrateurs dont il aura besoin ? Non, certes. Les classes possédantes défendent jalousement aux pauvres l'accès de leurs hautes écoles. Pour devenir ingénieur, de longues années d'études coûteuses sont indispensables. C'est donc exclusivement dans la bourgeoisie et dans la petite bourgeoisie que se recrute le personnel dirigeant le plus qualifié de l'industrie. Il tient, par ses origines, par sa mentalité

de classe, par ses intérêts immédiats à la réaction. La révolution saura-t-elle le bien rétribuer tout de suite ? Rien n'est plus douteux. Ne le lésa-t-elle point, à ses débuts tout au moins ? Si. Beaucoup de ces travailleurs intellectuels jouissent dans la société présente de privilèges appréciables : notoriété, aisance matérielle. La tourmente entrera chez eux, troublera leur quiétude de satisfaits, hérissera leurs égoïsmes bornés...

On l'a vu en Russie. Pendant les grandes journées d'octobre 1917, à Moscou, des étudiants nageurs socialistes et des petits bourgeois haineux, tiraient sur les gardes rouges, des fenêtres de ces demeures d'intellectuels russes, où les livres prennent tant de place. Puis il y eut le sabotage. Enfin jusqu'à présent, l'effort incessant de la contre-révolution économique, sourd travail d'un million de termites minant les digues dressés par la République rouge contre la ruine et la misère.

Il faut, par exemple, à une usine, du combustible. La demande motivée adressée au Centre du Combustible séjourne trois mois dans les bureaux, y reçoit trente estampilles, passe de la chambre 17 à la chambre 38, revient au 17, repart au 40 — et l'usine sans charbon ou sans pétrole va périr. C'est qu'il y a dans tous ces bureaux des spécialistes formés par l'ancien régime, pour qui c'est un malin plaisir de multiplier les résistances et de faire traîner les choses en longueur. Ne comprenant rien, ne voulant rien comprendre au communisme, ils ne songent, imbéciles, qu'à justifier leur emploi en bureaucratisant les moindres besognes, ou, contre-révolutionnaires conscients, qu'à étendre et prolonger leur « grève perlée ».

Nous avons fait connaître dernièrement deux affaires bien caractéristiques : l'affaire Nobel et l'affaire Trauber, cette dernière insignifiante par elle-même ; dans le premier cas, un gros capitaliste étranger réussit, en subventionnant de Stockholm ses anciens techniciens, à conserver la haute main sur les exploitations nationalisées du pétrole, à en contrôler la production, à l'arrêter peut-être ! Dans le second cas, un petit patron opticien réussit grâce à de nombreuses complicités et une haute adaptation aux circonstances, à empêcher la nationalisation de son établissement, mais à se faire ravitailler par l'Etat au même titre qu'un établissement nationalisé.

L'année 1921 a été fertile en complots économiques. Que de fois les précieuses marchandises achetées à l'étranger, par le Commissariat de Commerce extérieur ont-elles été volées par ceux qui étaient chargés de les repartir ? Que d'intrigues, de concussions, de manœuvres compliquées autour de telle usine ou de telle mine convoitée par d'occultes personnages — et qu'il s'agissait de faire dénationaliser d'abord, concéder ensuite !

Dans toutes ces sortes d'affaires les principaux rôles sont invariablement les mêmes.

On y trouve toujours des spécialistes — savants, professeurs, techniciens — « sympathisants », collaborateurs de plusieurs institutions soviétistes (et des mieux rétribués) qui, tous, appartiennent aux mêmes milieux, ont été formés par l'Université bourgeoise, se connaissent, constituent une sorte de maçonnerie, professent en commun le mépris, sinon la haine, de l'ordre nouveau, n'attendant que sa disparition...

Au-dessus d'eux, à côté d'eux, des techniciens honnêtes tenus à l'écart de la conspiration, des communistes, vieux révolutionnaires et ouvriers, trop peu nombreux, accablés de travail et de responsabilité, parfois insuffisamment compétents (avez-vous beaucoup de militants, camarades, capables de diriger une usine ou une fonderie ou un haut-fourneau ?).

Ces intellectuels trouvent à l'étranger, dans les pays capitalistes, appui matériel et moral. Ils ont le temps, ils sont prudents. Ils vivent le mieux possible, feignent de travailler et tout doucement, tout doucement, organisent l'embouteillage de l'industrie nationalisée. Nul ne peut ni les bien contrôler, ni les remplacer. Ils se sentent les maîtres de la situation. Ce que les interventions armées ne peuvent faire, ce que l'héroïsme des contre-révolutionnaires, conjurés et soldats, ne peut faire, ils espèrent le faire, eux, presque sans risque en quelques années de travail méthodique. La terreur passera, la dictature se relâchera, les hommes les plus intraitables s'en iront : et les ingénieurs de M. Nobel, et ce bon M. Trauber, opticien, et tous les techniciens grassement rétribués, leurs pareils, se retrouveront un jour à la tête de l'industrie d'un pays socialisé, réduit à merci par la plus noire misère, où le capitaliste reviendra ranimer la production et récompenser ceux qui l'auront servi sans défaillance...

Ils le pensent du moins et persévèrent dans leur tâche jusqu'au moment où le Tribunal Révolutionnaire leur demande des comptes. En Russie, dix années seront nécessaires pour les réduire complètement à l'impuissance de nuire : le temps de former plusieurs classes de techniciens rouges, issus du prolétariat révolutionnaire.

Mais les Russes ont rempli leur tâche, camarades, tandis que vous n'êtes encore qu'à pied d'œuvre. Et vous discutez souvent, pendant que se lézarde, au-dessus de vos têtes, le vieil édifice social, les premiers principes de l'action révolutionnaire. Avez-vous pensé à la contre-révolution économique ?

Ceux qui la servent sont peut-être les ennemis les plus redoutables de la Révolution. Comment les vaincre ?

Comment les faire travailler pour la société nouvelle ?

Ce problème est un des plus urgents que la Dictature du prolétariat ait à résoudre. Et la Dictature est précisément la condition préalable, absolue, de sa solution.

Car il faut, à la défense de la production contre cette forme de contre-révolution intérieure, l'organisation — cimentée par une pensée, une volonté, une discipline communes — d'un parti des producteurs, c'est-à-dire des prolétaires.

Et il faut que ce parti, qui, dans le grand danger des périodes de transition, n'aura pas le loisir d'user des méthodes de persuasion, sache intervenir promptement, résolument, avec son impérieuse violence organisée, toutes les fois que la production socialisée se heurtera au sabotage ou à la sape contre-révolutionnaire.

Celle-ci est le fait de dizaine de milliers — voire de centaines de milliers — d'hommes constituant la majorité des classes instruites. Elle attaque dans tous ses organes la société naissante. Elle est partout. Pour combattre sa diversité il faut la puissante unité d'organisation, le plan unique, la volonté unique de la Dictature communiste.

Il le faut. Ce n'est pas une affirmation de théoricien. C'est, à la lumière de l'expérience russe, un des commandements de la vie même. Et la logique des faits est telle que nul parti révolutionnaire ne pourra s'y soustraire.

Victor SERGE.

Pour les "Cahiers Communistes"

Raguier, Paris (11 ^e)	Fr. 5 »
Grenouiller, Romorantin	5 »
Commission du Pas-de-Calais, par Thorez	15 »
Collecte (camarades parisiens)	47 20
Verdier, Paris (19 ^e)	4 »
Legros (Seine-Inférieure)	10 »
Delcroix (Pas-de-Calais)	7 »
Camarades des Alpes-Maritimes	35 »
Camarades de la Creuse	110 »
Jacqu, Marennes	15 »

Total.....Fr. 253 20

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

LES S.-R. ET VANDERVELDE

par Jacques SADOUL

Une forte brochure de 64 pages : 0 fr. 50.

Edition de la librairie de l'Humanité,
142, rue Montmartre, PARIS.

LE RAIL, LA HOUILLE, LE FER

M. Keynes dirige une fort intéressante revue, *La Reconstruction de l'Europe* (1), dont un des derniers numéros a apporté une documentation d'une grande valeur sur les transports et les industries du fer et de l'acier dans le monde.

Les chemins de fer jouent évidemment un rôle extrêmement important dans les échanges capitalistes. Aussi le réseau ferré international n'a-t-il cessé de s'agrandir avant la guerre. Pendant la guerre il continua de s'agrandir, mais exclusivement pour des raisons stratégiques. L'usure des locomotives et des wagons était à la même époque excessive. Sans parler du matériel de chemin de fer, détruit au cours des opérations, les réparations furent beaucoup négligées, de sorte qu'à la fin des hostilités, les réseaux étaient dans un état de délabrement général. Les pays vainqueurs reçurent d'Allemagne 5.000 locomotives et 150.000 wagons, mais cela ne suffit pas à ramener leur matériel roulant au niveau de 1914. Pour l'Allemagne, par contre, l'usure de la guerre et la livraison de la moitié environ des locomotives et des wagons en bon état qu'elle possédait, devait avoir des conséquences extrêmement graves. Pendant des mois entiers, ses ateliers ont dû s'occuper exclusivement de la remise en état du matériel à livrer à l'Entente. En ce moment, la situation s'est un peu améliorée, mais les ateliers de l'Etat ne suffisent pas au travail courant et l'administration est obligée de recourir aux services de l'industrie privée. Les rails et les traverses ne peuvent pas être renouvelés dans la mesure voulue.

A cela vient s'ajouter qu'autrefois l'administration allemande pouvait compter sur un réseau unitaire en Autriche-Hongrie tandis qu'à présent le système de circulation de l'Europe centrale est morcelé par des frontières douanières et politiques.

Dans tous les pays de l'ancienne monarchie dano-nubienne comme en Pologne et dans les Balkans, les chemins de fer sont en piteux état. En Serbie, ils ont été presque totalement détruits. Le traité de Neuilly a forcé la Bulgarie de livrer près de la moitié de son matériel roulant. Les lignes de l'Europe orientale servant au commerce avec la Russie sont d'une grande importance économique : or, elles sont toutes délabrées. Les réseaux, déjà insuffisants autrefois, des Etats limitrophes de la Russie, Estonie, Lettonie et Lithuanie, sont en outre en partie à voie normale et en partie à voie russe, tandis que bon nombre de chemins de fer vicinaux, dans les mêmes régions, sont à voie étroite, d'où une complication inextricable. Tous ces pays manquent de wagons et ne possèdent, en général, que de vieilles locomotives russes en mauvais état.

Fort peu de grands réseaux européens sont, au point de vue capitaliste, d'une exploitation lucrative. Alors que l'automobilisme et l'aviation ont réalisé, au cours des dernières années, des progrès considérables, on n'en peut dire autant des chemins de fer. Dans bien des cas, le transport automobile est devenu plus avantageux que celui par voie ferrée : il évite, en effet, des frais de dé-

chargement. Aux colonies britanniques, on use déjà d'une nouvelle méthode consistant à se servir d'automobiles circulant sur des rails (ce qui évite l'usure rapide des routes et des véhicules), mais pouvant, au besoin, se mouvoir sans rail. — De même les progrès rapides de l'aviation sont très prometteurs.

Tant que la force hydraulique ne sera pas suffisamment exploitée, la houille restera la base de tout développement industriel. Or, la guerre — sans parler des influences du mouvement social et de la crise économique universelle — a profondément ébranlé l'industrie charbonnière. Mais à l'heure présente le problème de la houille dépend absolument de celui des réparations.

L'Allemagne qui, avant la guerre, avait à exporter un excédent annuel de 34 millions de tonnes de houille, a perdu par suite du traité de Versailles le bassin de la Sarre, la plus grande partie du bassin haut-silésien (dont la Pologne a reçu 75 %). Et elle doit, après cela, livrer des quantités énormes de charbon, au titre des réparations, notamment à la France. L'industrie française, en lui imposant ces dures conditions, a voulu se dédommager de la destruction de ses mines du Nord et alimenter les fonderies nouvellement acquises de Lorraine. Or, la consommation française de charbon restant, par suite de la crise générale, bien au-dessous des évaluations antérieures et la production des mines françaises dévastées se relevant plus vite qu'on ne l'avait cru, il en résulte que l'industrie houillère française souffre du manque de débouchés ne vend pas assez, est touchée par le chômage.

Mais les hauts-fourneaux ont besoin de coke de fonderie. La Sarre n'en produisant pas, la métallurgie française convoite celui de la Ruhr. Aussi la France a-t-elle exigé de fortes livraisons de coke allemand. C'est sur la pénurie de coke en France et sur la pénurie de minerais en Allemagne que repose la volonté de la métallurgie des deux pays de créer un grand trust minier qui se constituera si le prolétariat ne l'empêche pas.

L'industrie charbonnière anglaise est fortement menacée par les livraisons obligées de l'Allemagne à la France. Les exportations de charbon d'Angleterre en France se sont réduites de 11,6 à 5,5 millions de tonnes. La crise industrielle qui sévit en Grande-Bretagne a fait le reste et complique extrêmement la situation des mines anglaises.

L'industrie charbonnière tchéco-slovaque est en situation également précaire : crise de vente et chômage.

La valeur économique du fer est du même ordre d'importance que celle de la houille. La guerre et les traités de paix qui l'ont continuée, ont révolutionné les industries du fer et de l'acier. Il y a pénurie de minerais en Allemagne, tandis que la France a besoin d'importer du coke. En consommant la ferraille tirée de son ancien matériel de guerre, l'Allemagne a pu parer assez longtemps à sa pénurie de fer brut. Mais la ferraille est aujourd'hui consommée. Le besoin de minerai se fait vivement sentir et c'est lui qui accentue les tendances de fusion de la *Schwereindustrie* (industrie lourde) allemande et de l'industrie minière française.

La dépréciation continue du mark a d'abord

(1) Publiée en supplément par le *Manchester Guardian Commercial*. (On peut s'en procurer les numéros à la Librairie de l'Humanité.)

favorisé l'essor de la métallurgie allemande. Mais depuis, ses prix sont arrivés à un niveau dépassant de loin celui du mark déprécié. Alors que les prix des aciers anglais et français ont baissé, ceux des aciers allemands ne cessent pas de s'élever même par rapport à la livre sterling. La prospérité de la métallurgie allemande, qui perd ses facultés de concurrence, est donc sérieusement menacée.

La métallurgie britannique enregistre une certaine amélioration due aux réductions des salaires et du coût de production.

Par contre la crise est très aiguë dans la métallurgie italienne et tchéco-slovaque. En Italie deux trusts se sont écroulés, entraînant dans leur chute un grand établissement financier. On s'efforce cependant à maintenir en activité une industrie capable de suffire aux besoins des deux tiers du pays. — La Tchéco-Slovaquie, sur le territoire de laquelle se concentre la moitié de la production d'acier de l'ancienne monarchie des Habsbourg,

prisonnière de ses frontières et de son change élevé, est durement atteinte par la crise économique. Ses hauts-fourneaux s'éteignent l'un après l'autre.

Que conclure de cet examen rapide des données que nous fournit l'information bourgeoise ?

Quatre années se sont écoulées depuis la fin de la guerre impérialiste et, dans trois industries vitales, rail, charbon, fer, le capitalisme n'a pas su réparer les dégâts causés par la guerre ; loin de s'atténuer l'état de crise persiste, s'accroissant même dans certains pays ; la concurrence et la lutte pour les débouchés s'accroissent (la formation d'un trust franco-allemand donnerait le signal d'une lutte économique entre la France et l'Angleterre) ; et, enfin, l'exemple de l'Allemagne, que l'on a tenté d'éliminer par la force du marché mondial, montre que l'écrasement d'un concurrent, dans une guerre impérialiste, n'apporte aucune solution aux difficultés de vente, et aux crises inhérentes au système capitaliste.

G. FINK.

L'organisation soviétique de la production

Ses principes généraux. — Son état en 1920. — Le Conseil Supérieur de l'économie. — Les Conseils provinciaux

Deux principes sont à la base de l'administration économique de la Russie des Soviets :

1° La participation directe des larges masses ouvrières et des syndicats à la gestion de la production ;

2° La centralisation et la concentration socialistes de la production, coïncidant d'ailleurs avec les facultés d'initiative les plus étendues, laissées aux administrations industrielles locales.

Dès le commencement de la révolution, dès le moment où se formèrent les Comités d'usine et les fabriques, puis les syndicats qui embrassaient déjà, en 1920, 6.500.000 membres, les ouvriers russes ont pris la part la plus énergique à l'organisation de la production.

Le Congrès panrusse du Conseil Supérieur de l'Economie (C.S.E.) décidait, en 1920, que « l'organisation de la production doit essentiellement s'appuyer sur les syndicats... » Les questions les plus importantes de la politique économique sont tranchées par le Conseil Supérieur de l'Economie de concert avec le Bureau (Présidium) du Conseil central des Syndicats. Les syndicats contrôlent le fonctionnement des entreprises, cela à toutes les instances.

L'administration et la direction des entreprises appartiennent exclusivement aux organes du Conseil Supérieur de l'Economie. Les représentants des syndicats dans les collèges des centres industriels sont subordonnés au C. S. E.

En cas de conflit entre le C. S. E. et le Conseil central des Syndicats, la question est posée devant une assemblée générale commune des deux organes qui la tranche souverainement.

Ces règles ne sont pas théoriques ; elles sont les résultats d'une longue pratique quotidienne. Tous les membres du C. S. E., ainsi que presque tous ses travailleurs responsables sont, en outre, nommés avec l'approbation du Conseil central des Syn-

dicats. Les postes importants dans la direction de l'industrie sont attribués aux personnes jugées les plus capables, à la fois par l'organisation syndicale et par les organes soviétistes compétents.

Les organes économiques centraux et locaux réunissent enfin, pour l'étude des questions ayant trait au travail et à la production, des conférences de délégués ouvriers désignés par usines ou manufactures.

De cette façon, les masses ouvrières de la Russie sont directement intéressées au fonctionnement même de la production. A l'avenir, comme par le passé, toute notre politique économique tendra à éveiller chez chaque travailleur le sentiment de l'importance de sa tâche. Nous tenons à ce que notre plan de la production soit largement connu et compris : notre but, en un mot, c'est la production consciente.

Passons maintenant à la gestion de la production considérée comme un tout. Remarquons d'abord qu'il est inexact de dire, comme on ne l'a dit que trop souvent, que les Soviets ont procédé chaotiquement à des nationalisations hâtives et trop générales. En juillet 1920, toute la production grande et moyenne était nationalisée : 4.500 (environ) petites entreprises restaient non nationalisées.

Des 6.000 entreprises (environ 7 nationalisées en juillet 1920), 2.910 étaient dirigées par le Conseil Supérieur de l'Economie, 3.500 environ étaient dirigées par les Conseils locaux (provinciaux) de l'Economie. Le C. S. E. avait le droit de réglementer la production des établissements appartenant à cette deuxième catégorie ; la répartition des produits de leur travail ne pouvait pas avoir lieu sans son assentiment. La première catégorie d'entreprises était beaucoup plus importante.

D'une façon générale, les entreprises nationalisées se présentaient comme suit :

Par la force des choses, nous avons été amenés

à truster les entreprises et à concentrer la production dans les meilleurs outillages. En juillet 1920, nous avions 179 trusts d'Etat. Certaines industries sont complètement trustées.

Les trusts les plus importants sont : celui de la *Construction des machines* (16 grandes usines), l'*Electro-Trust*, le *Textile* (40 entreprises), la *Rafinerie du sucre*.

Toutes les branches d'industrie constituent chez nous un ensemble, un tout unique. A la concurrence capitaliste, le pouvoir des Soviets substitue l'unité de plan de l'économie nationale.

Cette unité se traduit aussi dans le rapprochement entre l'agriculture et l'industrie.

L'économie nationale unitaire, centralisée, rationnellement organisée par les organes du gouvernement des Soviets, au fonctionnement desquels participent directement les larges masses ouvrières, telle est la base de notre production.

D'après la Constitution soviétique, le C. S. E., institution égale aux Commissariats du Peuple, constitué, comme tous les Commissariats, une section de l'Exécutif panrusse des Soviets. Le président du C. S. E. et son suppléant, désignés par l'Exécutif, appartiennent au *Sovnarkom* ou Conseil des Commissaires du Peuple.

Le C. S. E. est responsable devant le *Sovnarkom*, qui peut annuler ses décisions, et devant l'Exécutif panrusse des Soviets (*Vé-Tsé-I-Ka*).

A la tête du C. S. E. se trouve un bureau de 21 membres désignés par le *Sovnarkom*, sur proposition des Congrès du C. S. E. et du Bureau central des Syndicats. La composition du Bureau est révisée chaque année ; des changements partiels peuvent avoir lieu en tout temps.

L'organisation centrale du C. S. E. se divise en trois groupes de section.

I. — Le Bureau a cinq sections, à l'aide desquelles il élabore le plan général de la production pour l'année et en dirige l'application. Ce sont :

1° La Commission de production, qui étudie les programmes de production des différentes industries ;

2° La section financière-économique, qui étudie les devis et budgets des organes économiques centraux et locaux et les subsidie ;

3° La Commission d'utilisation, qui établit le plan de répartition des produits (cette commission comprend un représentant du Ravitaillement) ;

4° La section de statistique industrielle ;

5° La section de liaison, qui entretient le contact avec les Conseils provinciaux de l'Economie.

II. — Les sections industrielles, au nombre de cinquante, correspondent aux branches d'industrie. A la tête de chacune d'elle se trouve un directeur ou un collège de 3 à 5 personnes désignés par le C. S. E., d'accord avec le Comité central du Syndicat intéressé. La composition sociale de ces sections industrielles était telle en juillet 1920 : ouvriers, 30 % ; spécialistes (techniciens, ingénieurs), 35 à 40 % ; professions diverses (comptables, employés, etc.), 25 à 30 %. Le recrutement de ce personnel dirigeant de l'industrie a été particulièrement malaisé, la plupart des spécialistes qualifiés étant d'origine bourgeoise.

III. — Chacune des sections industrielles se compose des sous-sections : a) technique administrative ; b) financière ; c) d'instruction, etc.

Les sections industrielles dirigent les trusts et les entreprises importantes de la première catégorie. Leurs relations avec les organes locaux sont

assurées par les sections analogues des Conseils provinciaux de l'Economie (C. P. E.).

Ceux-ci, dans chaque gouvernement, sont organisés sur le modèle du C. S. E. A leur tête se trouve un Bureau de 3 membres, désignés avec l'approbation du C. S. P., qui a droit de récusation.

Les C. P. E. se divisent à leur tour en sections métallurgique, textile, électrotechnique, etc., subordonnées en même temps aux sections d'industrie du C. S. E., auxquelles elles présentent leurs devis et dont elles reçoivent des instructions générales.

Les C. P. E. dirigent les entreprises de la deuxième catégorie (nationalisées, d'importance secondaire), les ravitaillent en matières premières, forment leurs administrations, mais ne disposent des produits de leur travail qu'avec la sanction du C. S. E.

Ils nomment leurs directeurs de sections, de concert avec les syndicats. Ils organisent des unités locales plus petites, lorsque le besoin s'en fait sentir.

Les différents Conseils de l'Economie Nationale tiennent, chaque année, des congrès dont les résolutions, en matière de politique, sont ensuite transmises par le C. S. E. au Conseil des Commissaires du Peuple et à l'Exécutif panrusse des Soviets, qui leur donnent, s'il y a lieu, force de loi.

A côté du C. S. E., quatre Commissariats économiques fonctionnent indépendamment : Agriculture, Ravitaillement, Finances, Transports. Leurs représentants font partie du C. S. E.

Entre l'Agriculture et le C. S. E., la liaison est réalisée ; la Section des Coopératives, celle des Améliorations, celle de la gestion des exploitations agricoles soviétiques, sont communes aux deux organes.

Le C. S. E. est relié au Commissariat des Transports par une commission qui établit le programme mensuel des transports de marchandises. Les plans du Ravitaillement sont établis en commun par le Commissariat intéressé et par le C. S. E. Les produits alimentaires sont répartis par le commissariat ; les matières nécessaires à la production sont réparties par le C. S. E.

Le Commissariat des Finances répartit le papier-monnaie entre les administrations soviétiques, mais la production est financée par le C. S. E.

Cette structure générale et ces rapports entre institutions nouvelles ne sont évidemment pas définitifs. Toute notre attention, tout notre travail quotidien, tendent à simplifier ce mécanisme et à lui donner plus d'élasticité. Il a ses défauts, nous ne le contesterons pas. La classe ouvrière, prenant pour la première fois le pouvoir, n'a pas pu former tout de suite les cadres voulus d'administrateurs compétents de l'industrie. Toutefois, son organisation économique est solidement établie et fait ses preuves : au lieu d'une économie capitaliste chaotique, nous voyons naître et se développer, en Russie, une économie basée sur les principes socialistes.

V. MILIOUTINE.

IL FAUT LIRE :

ET SADOUL ?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».

Le Communisme dans l'Afrique du Nord ⁽¹⁾

Introduction

Le capitalisme mondial, dans sa recherche incessante de marchés nouveaux, est amené à exercer sa domination sur des peuples qui n'ont pas encore atteint le stade industriel de production.

Ces peuples, dits peuples coloniaux, sont, au premier chef, victimes de l'impérialisme et de l'I. C. en ses 2^e et 4^e Congrès a décidé de prendre en mains la course de leur libération.

Il est donc nécessaire que, dans chaque colonie, les membres locaux de l'I. C. défilissent la tactique qu'ils doivent observer pour la libération de ces masses opprimées.

En Algérie, nécessité

d'une tactique souple

En Algérie le P. C. se trouve en présence de quatre millions 1/2 de prolétaires indigènes. Ces prolétaires, étant dans un état social extrêmement précaire, souffrent et aspirent confusément à leur émancipation. Mais ils ignorent les causes véritables de leur misérable sort et ils ne savent pas quel remède il faut y apporter. Ils n'ont pas la clef de leurs souffrances.

Cette clef, le Parti Communiste la possède. Il sait, d'une façon indiscutable, que les souffrances des colonisés viennent des appétits du capitalisme et qu'elles ne disparaîtront qu'avec le régime capitaliste lui-même et l'instauration universelle de la production soviétique.

Seulement, cette affirmation, en l'état actuel des choses, paraît purement théorique, elle n'est pas vivante et ne parle pas à la masse.

Si le P. C. veut avoir une action réelle sur les masses, il doit formuler des mots d'ordre susceptibles d'être immédiatement compris par elles. Ainsi le P. C. russe a lutté d'abord pour la Douma, puis pour la Constituante, puis pour le régime des soviets.

Il y a donc nécessité à ce que le P. C. des colonies, sans cesser de proclamer jamais son but réel, formule, au fur et à mesure de l'action, des mots d'ordre divers, toujours adaptés aux possibilités immédiates.

Les aspirations démocratiques actuelles

Ce serait une erreur de croire que les masses indigènes algériennes soient actuellement dans une inconscience et une apathie telles qu'elles ne puissent constituer un facteur politique digne d'être considéré.

Si ceci était encore vrai il y a une quarantaine d'années, alors que l'impérialisme était en progression dans le monde, cela ne l'est plus aujourd'hui. La dernière guerre a démontré que le capitalisme avait épuisé toutes ses possibilités d'expansion ; d'autre part les chances de survie du capitalisme sont bien moindres qu'avant guerre ; tout cela fait que nous assistons aujourd'hui à un réveil des peuples opprimés du monde entier.

L'Algérie ne fait pas exception à cette règle.

(1) *Projet de programme d'action concernant la population indigène, présenté au Congrès Fédéral d'Algérie du 14 janvier 1923.*

Les masses indigènes algériennes sentent que la période de leur oppression maxima est passée et se mettent à nourrir des espoirs d'émancipation qui n'étaient pas permis il y a cinquante ans. Toutes ces aspirations sont dans la masse extrêmement confuses : la masse se contente de souffrir de l'odieux régime auquel elle est soumise, mais elle est incapable de concrétiser en une formule ses aspirations. Cependant, la minorité cultivée, composée en majeure partie du petit capitalisme commerçant des villes, a une attention politique très éveillée et résume toutes ses revendications en une formule : accession à la qualité de citoyen français.

Cette revendication, comme Vaillant-Couturier nous l'a fait remarquer, est, au point de vue matériel, la même que celle des Tunisiens : l'octroi d'une constitution.

Toutes deux sont des revendications démocratiques et représentent essentiellement la volonté du petit capitalisme indigène de se libérer des mailles du régime d'exception qu'a tissées autour de lui l'impérialisme, de manière à pouvoir se développer librement, c'est-à-dire selon « la liberté sans ame des transactions commerciales ».

Devoir du P. C. de soutenir actuellement ces aspirations communistes.

Le P. C. a pour devoir de soutenir résolument ces aspirations démocratiques. Et ceci non pas seulement par discipline internationale mais aussi 1^o parce que leur réalisation constituerait un progrès social indéniable ; 2^o parce qu'elles ne peuvent être réalisées que contre la volonté de l'impérialisme ; 3^o parce que leur réalisation est une condition à peu près indispensable pour que la lutte se situe sur le terrain des classes.

Ce troisième motif demande quelques explications. L'antagonisme des classes n'est apparu dans la société européenne que lorsqu'eut été réalisée l'égalité de tous les hommes devant la loi. Auparavant, le privilège économique était masqué aux yeux de l'exploité par celui de la naissance. La lutte sociale ne se situe sur le terrain des classes que lorsque ces privilèges de naissance eurent été abolis.

En Algérie, la situation est à peu près la même, avec cette différence que nous y voyons non des privilèges de naissance, mais des *privilèges de race*.

Ainsi le prolétaire indigène n'est pas sur un pied d'égalité politique avec son patron européen : alors que ce dernier est soumis au régime du droit commun, lui prolétaire indigène est soumis à un régime d'exception. Ainsi lorsque le prolétaire indigène se permet de grappiller dans les vignes du patron, il n'échappe pas à un long séjour en prison ; tandis que quand un colon assassine un de ses ouvriers indigènes, il en est quitte avec 2 mois de prison avec sursis.

Ici, le privilège de race est si manifeste qu'il empêche l'exploité de voir le privilège économique. Dans les relations entre prolétaires indigènes et prolétaires français, ces privilèges de races apparaissent également.

Le prolétaire français ne peut se considérer comme un dernier échelon de l'échelle sociale tant qu'il sait que l'indigène est encore plus mal payé et plus mal traité que lui. De même le « meskine » indigène qui meurt périodiquement de faim ne considère pas comme son frère en exploitation l'ouvrier français qui a au moins un toit et qui mange presque tous les jours. Il ne peut voir en lui que le « rouni » privilégié.

De ces considérations il apparaît que l'impérialisme a su très habilement creuser un fossé entre la partie européenne et la partie indigène du prolétariat colonial. Ce n'est qu'en comblant ce fossé qu'on réalisera l'unification du prolétariat nécessaire à toute lutte de classes. Il est du devoir du P.C. de travailler à combler ce fossé ; il le fera en luttant pour la réalisation des aspirations démocratiques indigènes.

Comment mener cette lutte ?

Ainsi, il apparaît que le rôle d'un P.C. en Algérie doit être, selon les formules mêmes de l'Internationale, la constitution d'un « Front antiimpérialiste » pour « démocratiser au maximum » le régime auquel sont soumises les masses indigènes.

Pour cela il faudra :

1° *Faire connaître l'ignominie de toutes les lois d'exception appliquées aux indigènes.* (Dénoncer le code de l'indigénat, les pouvoirs des administrateurs, les juridictions spéciales, le régime pénitentier spécial, etc. S'élever contre ce fait que les indigènes sont soumis à l'archaïque *code coranique* qui n'est pas du tout en rapport avec les exigences de la vie moderne et qui les handicape forcément dans la lutte pour la vie. A ce sujet dénoncer le fait que la bourgeoisie, dans un but intéressé, protège toutes les superstitions religieuses musulmanes. A l'heure actuelle ne pas manquer de se faire un tremplin de ce fait que les indigènes font un service militaire plus long que les Français. Réclamer le droit syndical pour les indigènes. Le journal des Fédérations algériennes, la *L. S.*, paraît une excellente tribune pour cette campagne. Il faudrait que dans chaque numéro, il y eût un article, en bonne place, traitant de ces questions. Il faudrait aussi réaliser enfin le vieux projet de la parution d'articles en arabe) ;

2° *Faire de la propagande pour l'instruction.* Signalons ce fait que 10 % seulement des garçons indigènes fréquentent l'école. Ce qui démontre bien que la bourgeoisie ne colonise pas pour civiliser le peuple inférieur, mais uniquement pour son profit personnel ;

3° Lorsque nous aurons à formuler nos revendications, n'hésitons pas à le faire de la façon la plus largement démocratique, de manière que le P.C. apparaisse de tous les partis en jeu le plus avancé. Ainsi, dans la question de la représentation des indigènes au Parlement, nous devons dire que nous soutenons cette réforme, mais en indiquant que la base du suffrage universel ne nous fait pas peur ;

4° Mais il importe que le P.C., dans cette lutte pour des fins démocratiques, ne perde jamais son cachet propre de parti prolétarien et économique.

Pour cela, il faudra dénoncer la base de la colonisation qui est l'expropriation des terres. On pourra également s'arrêter aux cas particuliers d'accaparement comme celui du Bach agna si nodin ;

5° Ne jamais oublier de faire briller aux yeux des indigènes le soleil de Moscou. Leur parler des républiques soviétiques musulmanes du Caucase, de Géorgie, d'Azerbeïdjan et des mouvements prolétariens persan et hindou ;

6° Les communistes devront engager la lutte contre les *préjugés coloniaux* qui aveuglent tant d'Européens. Leurs efforts en ce sens devront viser à ouvrir surtout les yeux des prolétaires, soit dans la propagande générale, soit dans les syndicats, *soit même au sein des sections communistes* ;

7° Nous devons faire des efforts pour augmenter notre *recrutement en indigènes*. Evidemment, il ne faut pas tomber dans l'excès qui consisterait à les admettre en nos sections comme dans un moulin parce qu'indigènes. Mais il faut se rappeler que nous n'aurons une influence sur les masses que si nous leur apparaissions comme un parti mixte et non pas comme un parti spécifiquement européen.

Des efforts devront être faits pour que chaque section compte des éléments indigènes. Il faut remarquer à ce sujet que, dans les sections de France, les indigènes sont nombreux ; or ils sont très rares dans celles d'Algérie. Cela tient sans doute à ce qu'ils ont des préjugés et qu'ils appréhendent la manière dont ils seraient reçus par des camarades européens d'Algérie. A ces camarades européens de faire le nécessaire pour que ces appréhensions se dissipent ;

8° Pour bien démontrer qu'il prend en mains la cause des opprimés de toutes races, le P.C. devra arriver à présenter des *candidats communistes indigènes* à toutes les élections indigènes ;

9° L'action syndicaliste est un devoir pour les adhérents du P.C. Des efforts devront être faits par eux en vue de reconstituer des *syndicats agricoles* ;

10° Les communistes, dans leur action, se trouveront souvent, par la force des choses, aux côtés des *chefs du mouvement démocrate indigène*. Lorsque les circonstances le demanderont, ils ne devront pas craindre d'entrer en rapport avec eux ;

11° Il est à prévoir que le P.C. outre sa tâche de dénonciation des iniquités générales, aura souvent à obtenir la réparation d'une *injustice particulière*. Dans ces cas là il pourra demander le concours de toutes les organisations susceptibles de l'aider. (Ligue des Droits de l'Homme, etc...) ;

12° Il est une question urgente dont il faut se préoccuper dès maintenant. Recueillir des renseignements sur la famine qui règne dans les territoires du Sud. Formation d'un *comité* composé de toutes bonnes volontés pour une *action de secours*.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Le Numéro : 50 centimes

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON

123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)

Georges Dangon, Imprimeur.